



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



2023 RAPPORT ANNUEL



CÔTE D'IVOIRE



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



2023 RAPPORT ANNUEL



CÔTE D'IVOIRE

Marius Aka

UNFPA

Frank Dejongh & Martial Achy

UNICEF

Gédéon Poda

PNUD

Joël Yoann Dah

UNESCO

Joël Stephane Dah

ONUFEMMES

Mohamed Diabaté

Indépendant

OIM

OIM

Mohamed Adé

Indépendant

Gonkanou Anicet

FAO

Brian Gathu & Kelvin Trautman

UNEP

CRÉDITS PHOTOS

Ce rapport est
téléchargeable ici



Avant-propos ————— **6 - 7**

Coordonnateur Résident des Nations Unies
Ministre de l'Économie, du Plan
et du Développement

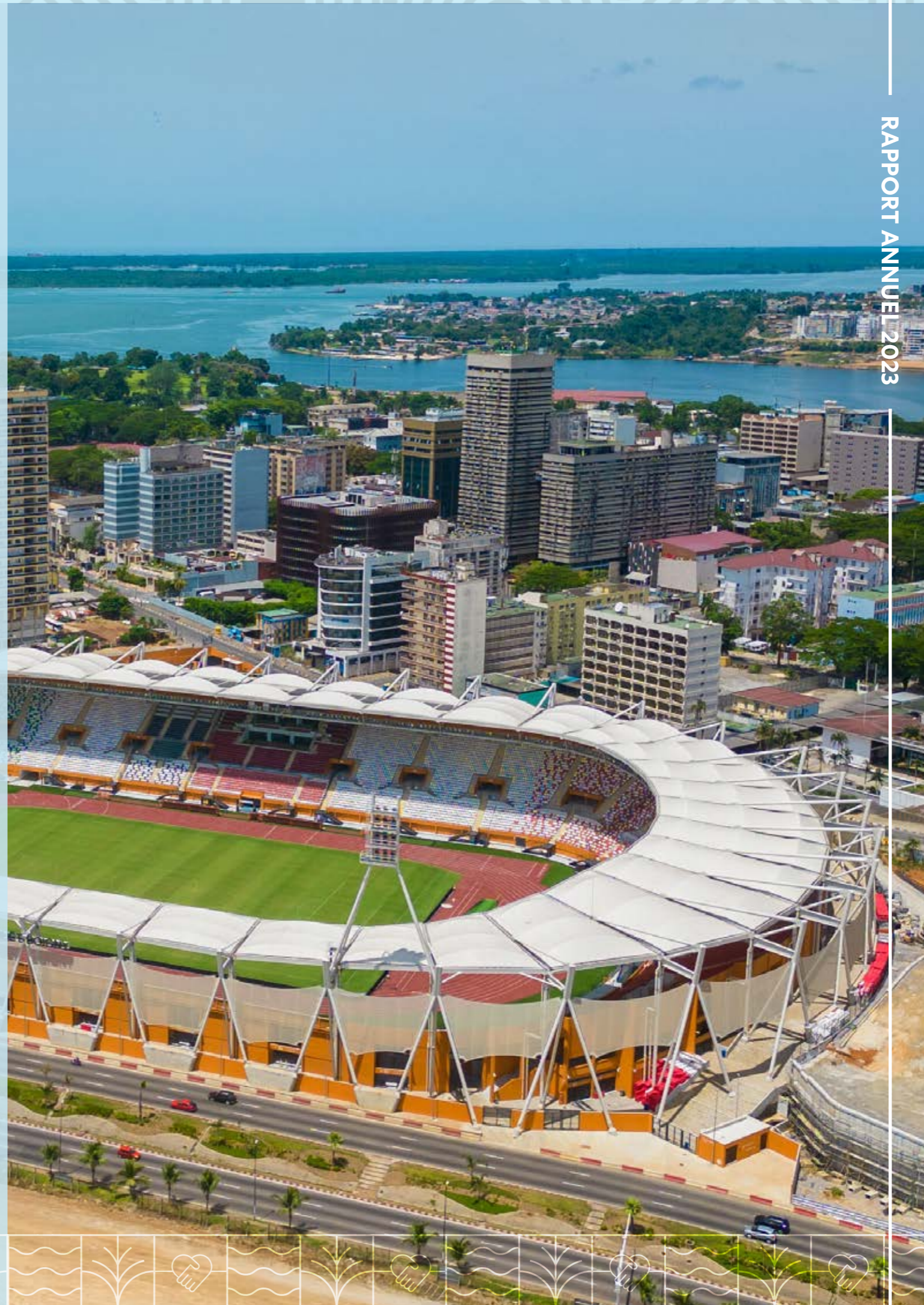
Equipe-Pays ————— **10 - 11**
des Nations Unies en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire ————— **12 - 13**
en bref en 2023

Principaux ————— **14 - 15**
partenaires au développement

Appui du ————— **16 - 77**
Système des Nations Unies aux priorités
nationales de développement

Priorités de l'Equipe-Pays des ————— **78 - 81**
Nations Unies pour 2024



Avant-propos du Coordonnateur Résident des Nations Unies en Côte d'Ivoire



Après trois années de mise en œuvre de notre Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025 avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire, les ressources mobilisées par les Fonds, Agences et Programmes du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) de 2021 à 2023 ont atteint 467,5 millions USD sur les 650 millions USD prévus jusqu'en 2025, soit 72 % du total planifié. Une part significative de ces ressources a été allouée à l'atteinte des Objectifs de Développement de Durable (ODD) 2 à 6, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et de la protection sociale.

Au cours de l'année 2023, consacrée par le Gouvernement à la jeunesse, nous avons renforcé les compétences de vie courante et leadership de plus 2,4 millions de jeunes et continué à améliorer les capacités professionnelles et entrepreneuriales des jeunes, particulièrement ceux des milieux ruraux et périurbains, afin qu'ils bénéficient d'opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs adaptés aux besoins du marché. Nous avons également renforcé les capacités techniques et organisationnelles des institutions nationales, des PME/PMI et des jeunes entrepreneurs dans le domaine industriel, promouvant l'innovation et l'écotechnologie pour réduire l'impact environnemental de ce secteur. Notre soutien à la transformation agro-forestière a visé à créer des systèmes agricoles durables, en particulier dans la cacao-culture, tout en améliorant la sécurité alimentaire des populations vulnérables. En vue de renforcer la résilience au changement

climatique, nous avons collaboré à l'élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA) qui prévoit un investissement de 11 100 milliards de CFA jusqu'en 2030. Dans le domaine de l'égalité des genres, plus de 80 plateformes locales de lutte contre les violences basées sur le genre ont été opérationnalisées pour renforcer le soutien aux victimes. Notre engagement pour renforcer la gouvernance en Côte d'Ivoire s'est traduit par la promotion des droits de l'homme auprès des institutions nationales et de la société civile, le soutien à la modernisation des services publics, la sensibilisation à la loi instaurant un quota de 30% de femmes candidates aux élections locales, et la mise en place de systèmes d'alerte précoce contre la violence électorale.

Tout au long de l'année, nous avons mis l'accent sur le renforcement de notre collaboration avec divers acteurs, reconnaissant que l'atteinte des ODD nécessite un effort collectif. Nous avons mobilisé des partenaires pour soutenir les réformes issues des Etats Généraux de l'Education et de l'Alphabétisation (EGENA) et du Sommet sur la Transformation de l'Education. Un cadre de collaboration été établi avec la Banque mondiale et le Partenariat mondial pour l'Education afin d'améliorer la qualité des apprentissages en optimisant les ressources allouées au système éducatif. Des partenariats ont été noués avec des institutions clés telles que le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC), la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), et le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG).

Je remercie Madame la Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement pour la qualité du partenariat entre les Nations Unies et le Gouvernement et réaffirme l'engagement du SNUD pour accompagner le développement durable de la Côte d'Ivoire. J'exprime ma gratitude à tous nos partenaires, sans lesquels toutes ces réalisations n'auraient pas été possibles ainsi qu'envers l'Équipe-Pays et à tout le personnel des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour leur dévouement et leur expertise.

Fort des recommandations de la revue à mi-parcours du CCDD effectuée en 2023, les deux prochaines années seront consacrées à renforcer les synergies de nos initiatives, à privilégier des interventions localisées dans des zones de convergence pour améliorer leurs impacts, en particulier sur les populations et zones les plus vulnérables, à l'instar de notre Cadre Programmatique de Résilience dans le Nord-Est.

Lors du Sommet sur les ODD en septembre 2023, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé un appel à l'action autour de 6 transitions clés (systèmes alimentaires, accès à l'énergie, connectivité digitale, éducation, emploi et protection sociale, ainsi que changement climatique) pour accélérer la réalisation des ODD d'ici à 2030. Notre priorité sera d'intégrer ces transitions clés dans nos plans de travail conjoints 2024-2025 et dans les axes prioritaires du prochain CCDD, dont le processus de formulation débutera en 2024.

Dans un esprit de coopération et de solidarité, le Système des Nations Unies poursuivra sans relâche son engagement pour co-construire un présent et un avenir durables en Côte d'Ivoire, où personne n'est laissé pour compte.



Philippe Poinot

Coordonnateur Résident
des Nations Unies en Côte d'Ivoire



Avant-propos de la Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement



En janvier 2021, le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) se sont engagés dans un Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) pour la période 2021-2025 aligné sur le Plan National de Développement (PND).

Ce cadre vise à soutenir la mise en œuvre des priorités nationales en mettant l'accent sur l'accélération de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en vue d'améliorer considérablement le bien-être des populations conformément à la vision de développement du Président de la République, S.E.M Alassane OUATTARA.

Le rapport 2023 de mise du CCDD présente la synthèse des principaux résultats atteints grâce aux efforts conjoints du Gouvernement et du SNUD. A travers des données, il met en lumière les principales réalisations de 2023 dans les domaines de l'agriculture durable, de l'industrialisation, de l'éducation, des services sociaux de base, de l'emploi, de la gouvernance, de la préservation de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique. Depuis 2021, notre partenariat avec les Nations Unies a permis d'amplifier les projets et programmes du

Gouvernement avec des réalisations et impacts tangibles sur les communautés. Au cours l'année 2023, officiellement déclarée "Année de la jeunesse", le SNUD a soutenu la mise en œuvre du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ-Gouv). Ce programme, à travers diverses initiatives, a impacté plus d'un million de jeunes, dont près de 200 000 ont bénéficié d'un appui à l'insertion professionnelle et au financement de leurs projets.

Les attentes des populations sont grandes et le Gouvernement est à la tâche. Le partenariat avec le Système des Nations Unies, autour des priorités de développement déclinées par les plus hautes autorités, est une coopération mutuellement gagnante et génératrice de bien-être pour la population. Ensemble, nous continuerons à travailler étroitement pour réaliser notre vision commune d'un avenir plus prospère et d'un développement inclusif et durable en Côte d'Ivoire.

Je voudrais remercier les Fonds, les Agences et les Programmes des Nations Unies pour leur engagement aux côtés du Gouvernement, et la pertinence de leurs appuis multiformes pour accompagner la dynamique de transformation économique et sociale en Côte d'Ivoire.



Nialé Kaba

Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement



Équipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire

L'Équipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire se compose de dix-neuf fonds, agences et programmes, à la fois résidents et non-résidents. L'Équipe-Pays équipe est placée sous la direction du Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD), qui agit en tant que représentant du Secrétaire Général des Nations Unies dans le pays. Elle intervient à travers le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025, dont l'objectif principal est de soutenir efficacement les ambitions de développement national. Les agences du SNUD proposent une offre de services destinés à accompagner le Gouvernement pour le bien-être de la population et l'assistance aux individus en situation de vulnérabilité.

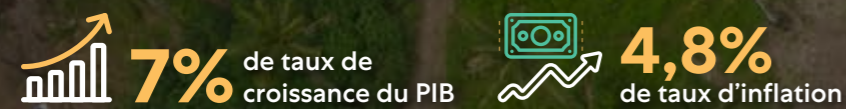
En 2023, le Comité Directeur Conjoint (CDC) a marqué son accord pour intégrer le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) dans le CCDD en tant qu'agence participante. L'Équipe-Pays des Nations Unies a été partiellement renouvelée avec la prise de fonction des nouveaux représentants du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation internationale des migrations (OIM), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

En complément des bureaux situés à Abidjan, une coordination régionale est assurée par des bureaux communs de terrain dans les villes de Korhogo, Man et Bouaké. Des bureaux-projets sont également établis dans les localités de Ferkessedougou, Bouna, Bondoukou, Guiglo et Soubré. En 2023, une étude a été menée afin d'établir, à moyen terme, un espace partagé pour accueillir dans les mêmes locaux les diverses entités du SNUD afin de générer des économies et d'accroître l'efficacité opérationnelle.

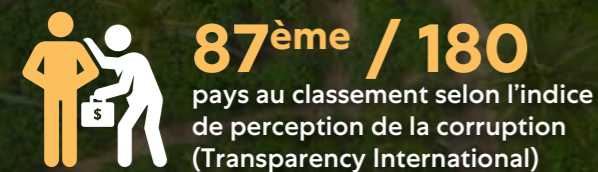


La Côte d'Ivoire en bref en 2023

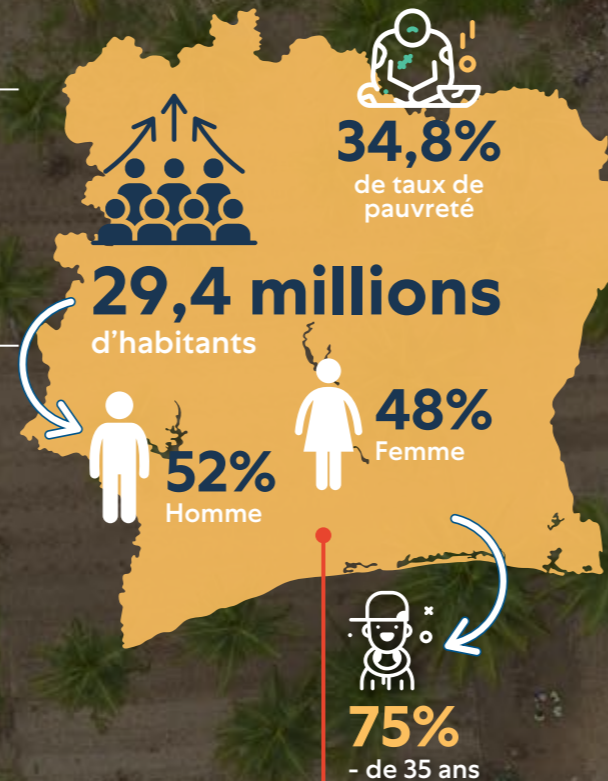
Economie²



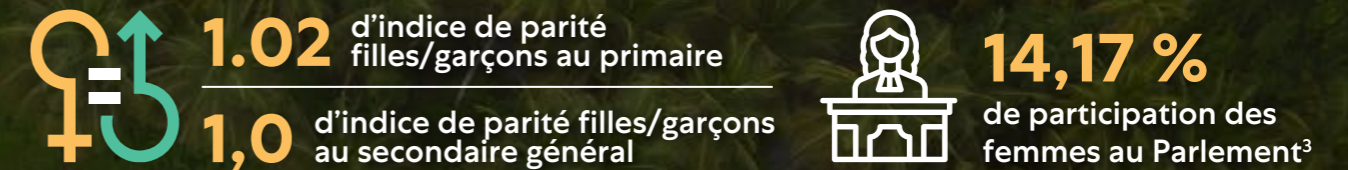
Gouvernance



Population¹

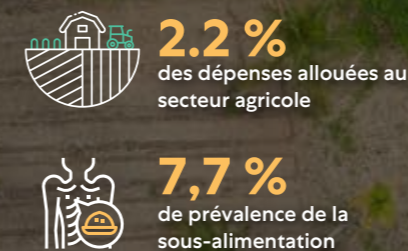


Égalité des sexes

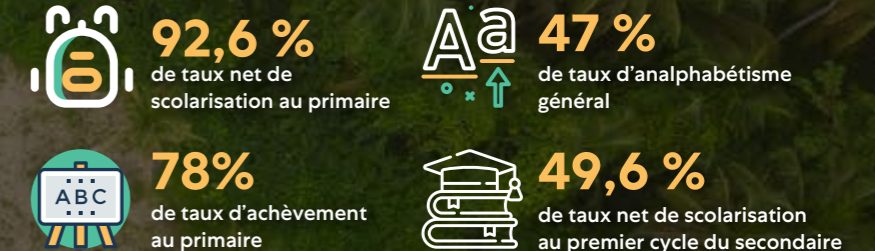


6 transitions clés

Systèmes alimentaires⁴



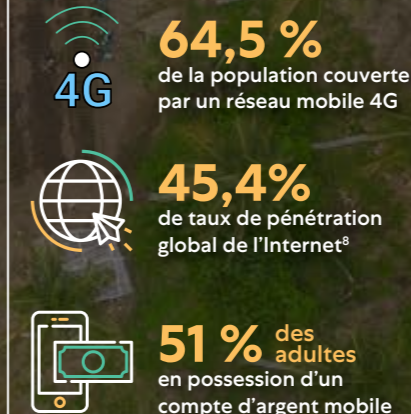
Education⁵



Emploi/protection sociale (y compris santé)⁵



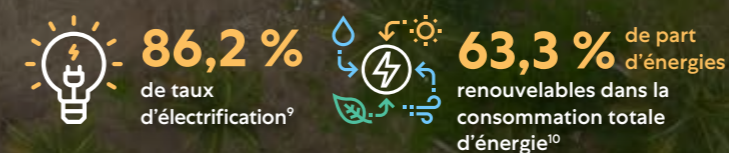
Transformation numérique⁷



Changements climatiques et biodiversité¹¹



Accès à l'énergie propre



¹ Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2021 pour tous les indicateurs sauf taux de pauvreté (Feuille de route 2024 des Ministères)

² Feuille de route 2024 des Ministères

³ Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable, 2022

⁴ The State of Food Security and Nutrition in the World, FAO

⁵ Rapport de performance 202, Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation 2022

⁶ Enquête nationale sur l'Emploi ; Caisse nationale de l'assurance maladie

⁷ Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable pour tous les indicateurs sauf taux d'adultes en possession d'un compte d'argent mobile (Global Findex de la Banque mondiale)

⁸ <https://datareportal.com/reports/digital-2023-cote-divoire>

⁹ Feuille de route 2024 des Ministères

¹⁰ Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable

¹¹ Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable

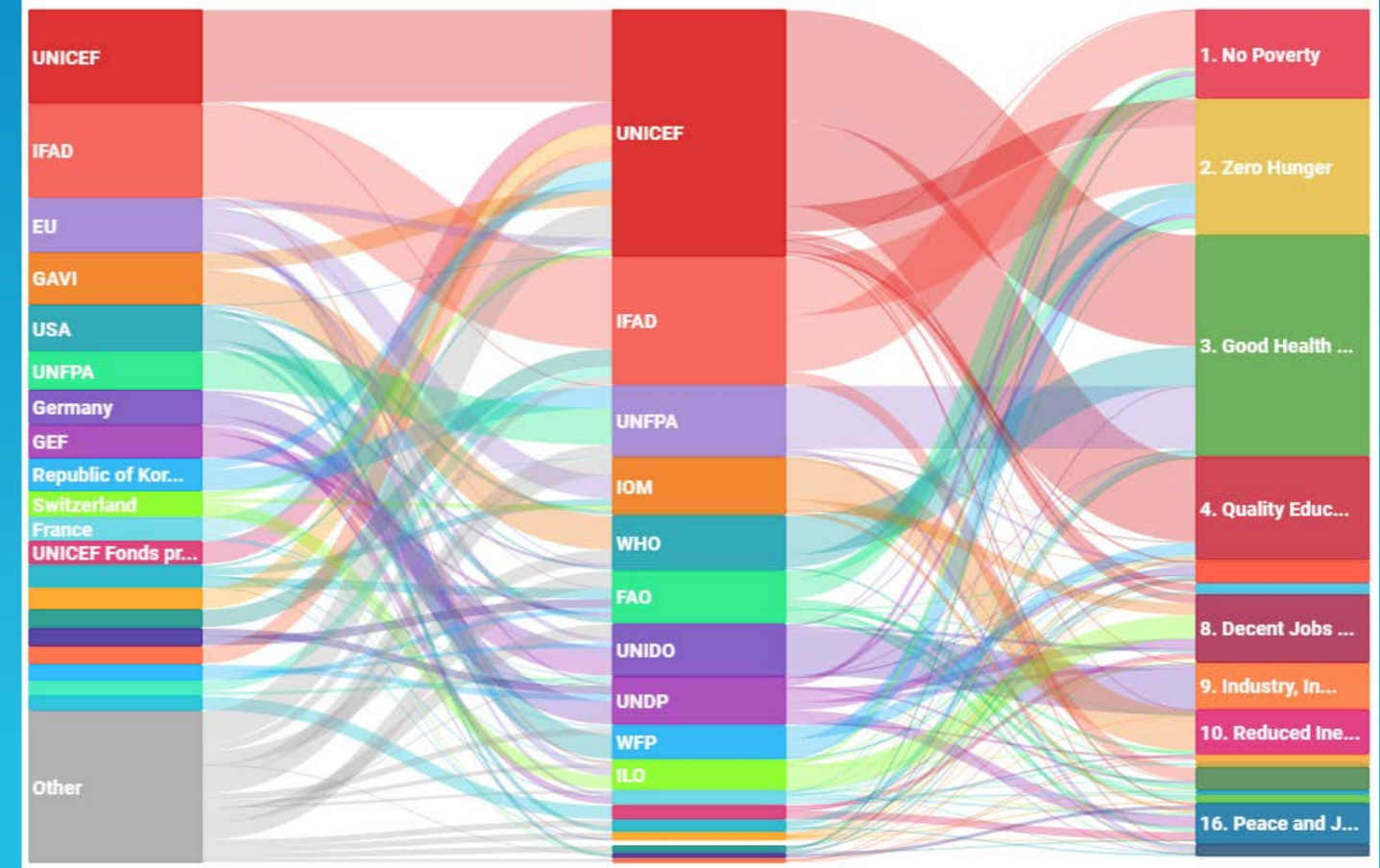
Liens entre les principaux partenaires, les agences et les ODD

Principaux partenaires au développement

Le Gouvernement ivoirien, en particulier le Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement, est le principal partenaire de l'Équipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à travers le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD). Les ministères sectoriels, les institutions nationales, les organisations internationales de développement et de coopération, les institutions financières, la société civile, le

secteur privé, les universités et les médias jouent un rôle clé dans la mise en œuvre du CCDD.

Les interventions du SNUD en 2023 déclinées à travers les plans de travail validés par le Comité Directeur Conjoint, principal organe d'orientation stratégique du CCDD, ont été rendues possibles grâce au soutien financier des partenaires.



PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS

CÔTE D'IVOIRE, **ETATS-UNIS**, **FRANCE**, **SUISSE**, **CANADA**, **ALLEMAGNE**, **ITALIE**, **SUEDE**, **PAYS-BAS**, **NORVÈGE**, **JAPON**, **CHINE**, **CORÉE DU SUD**

LA BANQUE MONDIALE (BIRD - IDA), **JICA** (Korea International Cooperation Agency), **AFD** (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT), **IKI** (INTERNATIONAL CLIMATE INITIATIVE), **GEF**, **CDC**, **UNITED NATIONS TRUST FUND for Human Security**, **GREEN CLIMATE FUND**, **JOINT SDG FUND**, **GPE** (Transforming Education), **LDC** (Louis Dreyfus Company), **FONDS FRANÇAIS MUSKOKA**, **ADAPTATION FUND**, **Lions Clubs International FOUNDATION**, **ELTON JOHN AIDS FOUNDATION**, **Takeda**





1

**Appui du Système
des Nations Unies pour
le Développement aux
priorités nationales de
développement**





1.1 Contributions du Système des Nations Unies à la réalisation des ODD



Contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable, les Nations Unies en Côte d'Ivoire ont en 2023 :



Contribué à l'élaboration et à l'adoption de 11 politiques nationales sur la santé, la nutrition et la protection sociale conformes aux normes des droits humains.



Assisté 31 600 personnes vulnérables dans l'accès à des services d'eau potable de base, sûrs et disponibles.



Participé à la restauration de 1 700 hectares de forêts.



Aidé 29 000 personnes dans la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.



Renforcé 14 institutions en matière de sécurité foncière.



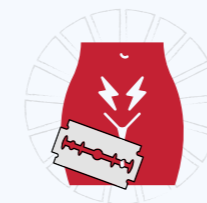
Assisté plus de 10 400 personnes vulnérables dans l'accès à la justice.



Aidé plus de 778 000 personnes à obtenir une identité légale en soutenant l'Office National de l'Etat Civil et la lutte contre l'apatridie.



Permis à plus de 2 400 000 personnes d'accéder à des programmes de compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, y compris l'éducation à la sexualité complète.



Assisté 800 filles et femmes pour échapper aux pratiques néfastes dont les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines.



Soutenu 270 organisations agricoles dirigées par des femmes pour améliorer leurs performances, augmenter leurs transactions commerciales et générer plus de revenus.



AGRICULTURE DURABLE



1 400 hectares

de cacao conventionnel convertis en systèmes agroforestiers



2 chaînes de valeurs de pêche artisanale soutenues



317 hectares

de forêts restaurées



8 000 jeunes et femmes formés dans 7 filières agricoles



44 organisations professionnelles de pisciculteurs accompagnées pour leur mise à niveau



+ 5 100 producteurs de cacao assistés dans la diversification de cultures



31,7 millions US Dollars mobilisés



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme Alimentaire Mondial



ONU programme pour l'environnement



ONUDI CÔTE D'IVOIRE





De cadre supérieure à piscicultrice : Le parcours inspirant de Manizan Béatrice

“

Manizan Béatrice est une quinquagénaire bien connue dans la pisciculture à Ayamé, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Sa spécialité, l'élevage de poissons en cages flottantes sur l'un des affluents du fleuve Bia.

Pourtant, cette passionnée d'aquaculture n'a embrassé ce nouveau métier que récemment. Jusqu'en 2021, Béatrice était cadre supérieure dans l'industrie pharmaceutique à Abidjan. Après plus d'une vingtaine d'années d'expérience dans ce domaine, elle se décide à tenter une nouvelle aventure. « Je voulais désormais vivre mon rêve », explique-t-elle.

Informée d'une formation sur la pisciculture à Ayamé, elle est tombée sous le charme de cette activité et a découvert l'immense potentiel économique que représentait l'élevage de poissons. « J'ai appris à connaître le poisson, à me familiariser avec ses aliments, à calculer les ratios. J'ai maintenant la passion pour les poissons. »

Avec quelques membres de sa communauté, Béatrice crée une ferme piscicole en cages flottantes, avec un investissement initial de 900 000 FCFA (environ 1 400 dollars US).

Rapidement, l'activité commence à générer des bénéfices qu'elle réinvestit dans l'acquisition d'équipements supplémentaires. « Aujourd'hui, nous envisageons de produire une tonne de tilapia par mois et de diversifier notre production en ajoutant des machoirons et une espèce locale appelée 'Mabè', très prisée dans la région », précise-t-elle.

En 2023, la ferme de Béatrice a été sélectionnée par FISH4ACP, une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), qui encourage la croissance durable du secteur du tilapia en Côte d'Ivoire en vue de soutenir l'objectif du pays de satisfaire la demande nationale d'ici 2031. Mis en œuvre par la FAO, FISH4ACP travaille avec une dizaine de fermes pilotes pour promouvoir l'adoption de techniques d'élevage améliorées du tilapia et de gestion des fermes.

« Je rêve de voir une grande partie du fleuve couvert de cages avec des poissons d'ici trois ans, pour nous permettre de satisfaire la demande au sud du pays et même au-delà », souligne Béatrice.

”



Appui à la résilience agricole et à la diversification des chaînes de valeur

De **16 millions d'hectares** en 1960, le couvert forestier ivoirien est estimé aujourd'hui à moins de **3 millions d'hectares**¹². Pour répondre à cette urgence, le SNUD a soutenu la conversion de **1 400 hectares de parcelles de cacao** conventionnel en systèmes agroforestiers et restauré totalement plus de **300 hectares de forêt** en 2023. Ces actions, accompagnées de renforcement de capacités, ont bénéficié à plus de **2 000 producteurs**, dont **35% de femmes**. Grâce à l'implication directe des producteurs locaux, les communautés ont vu leur développement économique renforcé tout en renforçant leur résilience face aux changements climatiques. Un accent particulier sur la promotion de l'égalité des opportunités a permis d'améliorer les moyens de subsistance des femmes rurales.

Le SNUD a poursuivi ses efforts pour renforcer la résilience des petits producteurs agricoles. Dans la région du Nord-Est, une cinquantaine de groupements agricoles ont bénéficié

d'accompagnement, incluant la distribution de près de **1 300 kg d'intrants agricoles**, d'équipements et de petits matériels, ainsi que des formations techniques pour renforcer leurs capacités. Ces actions ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire locale et à renforcer l'autonomie et la résilience face aux défis socio-économiques.

Par ailleurs, le SNUD a soutenu une étude qui visait à identifier et analyser les marchés des chaînes de valeur à fort potentiel commercial dans la région de la Nawa (sud-ouest), en vue de diversifier les activités économiques liées à la culture du cacao. Trois chaînes de valeur prometteuses ont été identifiées, le manioc, l'aviculture et le palmier à huile. Les résultats de cette étude seront utilisés pour élaborer et mettre en œuvre un plan d'action en collaboration avec les partenaires locaux, afin de renforcer et développer ces chaînes de valeur à partir de 2024.

¹² <https://servicepublic.gouv.ci/accueil/actualitedetail/1/14>



Pour renforcer la sécurité alimentaire

Le Système des Nations Unies soutient le Gouvernement à travers le programme d'urgence agricole destiné à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants tout en contribuant à reconstruire les systèmes de production.

En 2023, ce programme a permis de distribuer à **4 200 producteurs** plus de **117 500 tonnes** de semences améliorées de riz de la variété GT11, reconnues pour leur résistance aux aléas climatiques. Ces producteurs ont également bénéficié de **750 tonnes d'engrais** et de **20 000 litres d'herbicides** leur permettant d'emblaver **5 000 hectares de riz**.

En outre, plus de **7 000 producteurs** ont reçu des semences améliorées de maïs et **300 tonnes d'engrais** accompagnés d'autres intrants agricoles pour mettre en valeur **4 000 hectares** dédiée au maïs. Pour renforcer les capacités des producteurs relais sur l'utilisation des

engrais, des pesticides, et la gestion responsable des emballages vides, un atelier de formation a été organisé. Cet atelier a permis de sensibiliser les producteurs aux bonnes pratiques agricoles, de les former à l'utilisation sûre et efficace des intrants agricoles, et de les éduquer à la gestion responsable des déchets agricoles. Les connaissances acquises lors de cet atelier contribueront à améliorer la productivité et la durabilité des pratiques agricoles des participants et à réduire les risques pour la santé et l'environnement.

Les travaux relatifs à l'accès des producteurs aux plateformes digitales, destinées à la mise en relation des acteurs de la chaîne de valeurs agricole, sont en phase de finalisation. Ces plateformes seront opérationnelles en 2024, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités économiques aux communautés agricoles.



INDUSTRIALISATION



150 entreprises
appuyées en innovation industrielle



6 zones industrielles
accompagnées dans leur transition vers des pratiques éco-technologiques



3 coopératives et 2 groupements
de femmes de la filière manioc
soutenus dans la production, la transformation durable et l'accès aux marchés



+ 8,5 millions US Dollars mobilisés



© Joel Stehmann Doh / ONU Femmes CIV



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
internationale
du Travail



ONU
programme pour
l'environnement



ONU
FEMMES
CÔTE D'IVOIRE





Yamp : l'application qui réinvente l'entrepreneuriat local

Tout est parti de la présentation en 2020 par le PNUD d'un projet d'innovation entrepreneuriale en faveur des jeunes, une initiative qui favorise la co-création et la mutualisation des connaissances et des expertises pour faire éclore l'innovation. A cette occasion, Saoud Grambouté, spécialiste du digital, rencontre Idjatou Molou Diallo, une jeune mère veuve qui vit du commerce et de l'agro-transformation. Elle lui expose ses difficultés pour écouler ses produits, mais également pour fidéliser ses clients.

Saoud convainc Idjatou de l'accompagner dans le développement de son activité. Ainsi, naît Yamp, une application qui offre aux entrepreneurs locaux la possibilité de développer et de formaliser leurs activités, d'accroître leurs revenus et de créer des emplois. Grâce à des fonctionnalités telles que les campagnes relance SMS et les coupons de fidélisation, Yamp a permis à des femmes qui exercent des activités informelles comme Idjatou de retrouver des clients qu'elles avaient perdus, d'atteindre de nouveaux types de consommateurs et d'augmenter leur chiffre d'affaires.

Avec le soutien du PNUD et de son Accelerator Lab, Yamp développe une approche basée sur la satisfaction et la fidélisation client, sans avoir recours à des dépenses publicitaires excessives. Pour Idjatou, la clé a été de l'aider à passer d'une stratégie marketing avec une base de données clients sommaire à la création d'une base de données de plus de 200 contacts couplée à une relance par la technique des SMS marketing. La jeune entrepreneure est désormais à la tête de «Les délices de Molou», une entreprise spécialisée dans la transformation agro-alimentaire. Aujourd'hui, l'application Yamp aide plus de 150 abonnés, dont 98% de femmes, à améliorer leurs revenus et à formaliser leurs activités.

Le projet d'innovation entrepreneuriale du PNUD en faveur des jeunes accompagne plus de 1 200 jeunes à développer des PME innovantes depuis la phase d'incubation jusqu'à la phase d'accélération à Abidjan, San Pedro, Man, Korhogo et Yamoussoukro. Il est mis en œuvre en partenariat avec les ministères en charge de la promotion de la jeunesse, des PME et de la formation professionnelle.

Un partenariat stratégique renforcé avec le secteur privé

La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), en tant que principale organisation patronale, incarne une connaissance approfondie des enjeux économiques du pays. En étroite collaboration avec le SNUD, la CGECI a conduit une étude sur la contribution des entreprises formelles à la formalisation des entreprises. Cette étude a impliqué une enquête auprès de près de **130 entreprises formelles et informelles**. Les résultats ont jeté les bases d'une collaboration renforcée entre le secteur privé, l'administration publique et le Comité Intersyndical pour

la Transition vers l'Economie Formelle (CITEF-CI).

Ce partenariat entre les Nations Unies et la CGECI a abouti à la création d'un cadre d'action conjoint pour renforcer la mobilisation du secteur privé dans la lutte contre le travail des enfants. Cette initiative prévue pour être réalisée en 2024 démontre l'engagement commun des deux parties en faveur de la promotion de pratiques commerciales responsables et du respect des droits fondamentaux des travailleurs.

Renforcer les capacités pour intégrer l'industrie 4.0

Une plateforme nationale d'intégration de l'industrie 4.0 a été établie pour renforcer la coopération entre plusieurs ministères et agences nationales, ainsi que d'autres partenaires, pour suivre les progrès de l'adoption de cette technologie en Côte d'Ivoire. Des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés, axés sur des domaines tels que la fabrication additive, la robotique, l'automatisation et l'Internet des objets (IoT) pour former un vivier de talents dans ces domaines clés. Ces initiatives

sont orientées sur le renforcement des capacités des centres de formation professionnelle, des universités et des écoles de commerce, et visent à préparer des programmes de formation avancée et à fournir des ressources numériques et matérielles nécessaires. Une attention particulière est accordée à la formation des entrepreneurs dans la création et la gestion d'entreprises orientées vers l'Industrie 4.0, ainsi que dans l'adoption de technologies avancées pour l'économie circulaire.



EDUCATION DE BASE ET ALPHABETISATION



 **+ 2,2 millions**
de tonnes de vivres distribuées aux
cantines scolaires


 **102 salles
de classes**
construites et équipées pour
+ 16 000 enfants

 **613 écoles**
avec cantines fonctionnelles

 **+ 1200 adolescents**
dont 60% de filles enrôlés dans des programmes
d'apprentissage de métiers

 **+104 000**
enfants pourvus en kits
scolaires

 **Des taux d'achèvement
en progression**
(78% au primaire, 71% au premier cycle
secondaire et 38% au second cycle)

 **+ 26 500**
enfants réintégréés dans le
système éducatif formel

 **+ 14,5** millions US
Dollars mobilisés





Une vision partagée et des actions coordonnées pour transformer l'éducation en Côte d'Ivoire

Depuis les Etats Généraux de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (EGENA) organisés en 2021 avec l'appui des Nations Unies, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans une revue de son secteur de l'éducation afin de développer des solutions durables aux défis éducatifs. Les EGENA ont identifié 42 réformes clés du système éducatif que le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre pour atteindre l'ODD 4 d'ici 2030 et qui nécessitent un investissement de plus de 860 milliards de FCFA CFA (environ 1,4 milliard USD). Ces réformes comprennent notamment l'apprentissage tout au long de la vie, l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans l'alphabétisation des adultes, la promotion de la formation professionnelle, etc.

Partagée lors du Sommet mondial sur la transformation de l'éducation en septembre 2022, l'expérience des EGENA a suscité l'intérêt international et jeté les bases d'un cadre de partenariat global pour une transformation profonde de l'éducation en Côte d'Ivoire.

Pour matérialiser cette vision, les Nations Unies et la Banque Mondiale ont développé un programme conjoint qui priorise l'amélioration des apprentissages en Côte d'Ivoire. Approuvé par le ministère de l'Éducation nationale et financé par le Partenariat

mondial pour l'éducation (Global Partnership for Education, GPE en anglais), ce programme conjoint vise à améliorer l'accès à l'éducation préscolaire, à renforcer les résultats d'apprentissage au niveau primaire, à réformer l'éducation secondaire, à promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies et à renforcer la gouvernance éducative.

L'UNESCO a été désignée comme agent partenaire pour le fonds alloué par le GPE, avec environ 45 millions USD pour les quatre prochaines années (2024-2028). Pour sa part, la Banque mondiale supervisera le Fonds Accélérateur pour l'Éducation des Filles (GEA) avec environ 62,5 millions USD. L'UNICEF jouera le rôle d'agence d'exécution pour ces fonds. Au total, cette initiative conjointe mobilisera près de 110 millions USD.

« En définitive, cette démarche portée par les Nations en Côte d'Ivoire vise à améliorer l'éducation de base en mettant l'accent sur l'accès équitable aux services éducatifs, l'amélioration des résultats d'apprentissage, et la promotion d'une gestion axée sur la performance à tous les niveaux du système éducatif ; l'objectif à long terme étant de renforcer le capital humain », explique le représentant de l'UNESCO en Côte d'Ivoire.



Améliorer l'environnement scolaire

En 2023, le Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire a poursuivi ses efforts pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'apprentissage. À travers la construction de plus de **100 nouvelles salles de classes**, le SNUD a contribué à réduire le déficit d'infrastructures scolaires, offrant ainsi à plus d'enfants la possibilité d'apprendre dans un environnement propice.

Parallèlement, les Nations Unies ont intensifié leur soutien au programme d'alimentation scolaire, distribuant plus

de **2,2 millions de tonnes de vivres**, au bénéfice de plus de **135 000 enfants**. Cette action a permis d'étendre le fonctionnement des cantines scolaires à 101 jours comparés aux 23 jours de fonctionnement en moyenne observés les années précédentes.

En plus de ces résultats, le SNUD a renforcé les capacités des enseignants et fourni des kits scolaires à plus de **104 000 enfants**, avec une attention particulière portée aux filles en difficulté scolaire.

Soutenir les réformes pour un système éducatif de qualité

En parallèle, un soutien a été apporté à l'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation à distance pour répondre aux défis de l'accès à l'éducation dans l'ensemble du pays.

Au niveau stratégique, le SNUD a contribué à la planification sectorielle

pour les dix prochaines années, en travaillant à l'élaboration d'un pacte de partenariat visant à transformer durablement le système éducatif de base. Cette vision à long terme s'appuie sur l'utilisation accrue des données pour éclairer les décisions politiques et les interventions sur le terrain.



Pour un système éducatif formel et plus inclusif

Grâce à l'action conjuguée des entités du SNUD du secteur Education-Formation, des progrès ont été réalisés dans l'intégration dans le système éducatif formel de plus de 26 500 enfants dont près de 1800 enfants dans les zones d'urgences, tout en sensibilisant les adolescents sur des questions cruciales telles que le VIH, les grossesses précoces et l'éducation sexuelle complète, renforçant ainsi l'éducation et la protection des filles, la santé, et le bien-être des jeunes dans tout le pays. Ainsi, 2,1 millions d'élèves ont été touchés par les cours d'éducation complète à la sexualité.

Le Ministère de l'Education Nationale et d'Alphabétisation (MENA), avec l'appui du Système des Nations Unies, a identifié et catégorisé les structures islamiques d'éducation à travers une évaluation qui a permis à celles qui sont les plus conformes avec les critères du MENA d'être reconnues par les autorités éducatives. Cette reconnaissance formelle s'est traduite par l'obtention d'un certificat d'éligibilité. Grâce à ce certificat, ces structures sont inscrites sur la liste des écoles privées de Côte d'Ivoire et bénéficient du paquet d'intervention du Ministère. Plus spécifiquement, le soutien du SNUD a permis au Gouvernement d'élaborer la Stratégie

nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation, de former les fondateurs et gestionnaires des structures islamiques sur les enjeux de l'éducation, de l'intégration et de la cohésion sociale, sur la laïcité de l'Etat ainsi que sur la gestion administrative, financière et pédagogique, de distribuer des kits scolaires et des supports didactiques.

Au terme de l'évaluation du processus en 2023, plus de **500 structures islamiques d'éducation**, soit un effectif de plus de **100.000 enfants** ont été éligibles à l'intégration dans le système éducatif national.

Un autre processus d'intégration dans le système de formation professionnelle soutenu par le SNUD, a permis à **1 200 jeunes** dont une majorité de filles, d'être enrôlés dans des programmes de formation professionnelle dans divers métiers essentiels tels que le solaire, la mécanique automobile, la ferronnerie, la coiffure et la pâtisserie. Ces initiatives ouvrent de nouvelles voies vers l'autonomisation des jeunes à travers la formation et l'éducation, transformant positivement leur avenir et contribuant ainsi au développement socio-économique de leurs communautés.



SERVICES SOCIAUX DE BASE



+185 000 filles
âgées de 9 ans vaccinées contre le HPV



+4,2 millions
d'enfants de 6-59 mois supplémentés en vitamine A au 1er semestre 2023



Un réseau national de **207 points** de prestation de services offrant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) de qualité renforcé



+2 500 acteurs formés sur la prise en charge de la malnutrition aigüe



+41 200 femmes enrôlées pour la planification familiale dont près de 20 000 nouvelles utilisatrices



+54 000 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère pris en charge



+110 000 adolescents et jeunes bénéficiaires de services de santé sexuelle et reproductive



71 000 élèves bénéficiaires de services EHA dans 183 écoles



28 millions de doses de vaccins distribuées avec l'appui des Nations Unies



≈ 600 nouveaux établissements intégrés au réseau de la CMU



463 survivantes de fistules obstétricales médicalement prises en charge



57,7 millions US Dollars mobilisés



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Organisation internationale du Travail



OIM ONU MIGRATION



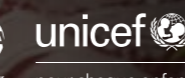
Organisation mondiale de la Santé Côte d'Ivoire



Programme Alimentaire Mondial



Fonds des Nations unies pour la population



unicef pour chaque enfant



ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime



ONU HABITAT POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN





Survivre dans les bras maternels : les miracles de la méthode kangourou pour les bébés prématurés

En Côte d'Ivoire, sur 1 000 naissances vivantes, 30 nouveau-nés de 0 à 28 jours perdent la vie (Enquête Démographie et Santé 2021), dont 31% à cause de la prématurité.

Pour améliorer la prise en charge des bébés prématurés et pallier le manque de couveuses dans les centres de santé, le Gouvernement, avec le soutien de l'UNICEF et du Fonds français Muskoka, a créé des Unités de Soins Mère Kangourou (SMK) dans des établissements hospitaliers. Les nourrices dont les bébés sont prématurés et/ou de faible poids à la naissance (entre 500g et 2 500g) y sont admises pour accroître les chances de survie de leurs enfants.

Au sein de l'Unité SMK du CHU de Treichville, Eléonore allaite son bébé Exaucé, né à seulement six mois et deux semaines, et admis en urgence avec un poids de 800g. Aujourd'hui, Exaucé sourit, bénéficiant de l'attention qui lui sauve la vie. Eléonore, apaisée, veille sur son fils, qu'elle surnomme « miracle ».

Comme Eléonore, les mamans des prématurés de l'Unité SMK pratiquent la méthode kangourou qui consiste à porter le bébé contre sa poitrine, peau contre peau. Cette approche naturelle offre chaleur et réconfort au bébé prématuré, favorisant sa croissance et son bien-être.

« Ici, les bébés peuvent séjourner entre 10 jours et 2 mois selon leur adaptation. Les mamans apprennent également à reconnaître les signes d'un quelconque danger et adoptent les bons gestes. Revoir les enfants grandir en bonne santé est notre plus grande fierté », explique la sage-femme, Miezan Marie Josée.

Depuis 2019, ces unités ont sauvé la vie de près de 4 000 prématurés, soit un taux de survie de 91%. Grâce à l'appui de l'UNICEF et du Fonds Français Muskoka, 15 unités SMK sont opérationnelles sur l'ensemble du territoire, et offrent espoir et vie à des milliers de bébés fragiles, renforçant la santé mère-enfant, renforçant la santé mère-enfant.



Des avancées dans l'accès aux soins et la qualité des traitements

A travers l'appui-conseil, l'assistance technique et le renforcement de capacités, le SNUD a contribué aux processus d'élaboration des plans stratégiques et des normes en matière de santé publique afin d'améliorer l'accès aux soins. Ce soutien du SNUD a permis de développer le Plan Directeur Pharmaceutique National et le Plan national stratégique de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé (PNSCA 2023-2025) qui visent à garantir une gestion efficace des médicaments et des produits de santé pour une meilleure qualité des soins dispensés à la population. Un plan stratégique national a été également élaboré pour lutter contre les produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés afin de renforcer la confiance dans le système de santé et d'assurer la sécurité des patients. L'accès aux traitements essentiels pour la population a été

amélioré grâce à la mise à jour de la liste nationale des médicaments essentiels de 2023 qui intègre les médicaments les plus pertinents et nécessaires.

Le Gouvernement et le SNUD ont collaboré pour l'évaluation approfondie du système national de financement de la santé afin de fournir des données pour la révision de la stratégie nationale de financement de la santé et de progresser vers la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Cette évaluation a permis d'identifier les faiblesses et les opportunités d'amélioration du financement des soins de santé dans le pays. En outre, une politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA dans le monde du travail a été élaborée pour intensifier les efforts de prévention et de traitement de cette maladie.

Le développement du réseau national des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU)

Le SNUD a apporté son appui au Gouvernement pour le développement d'un réseau national de plus de **200 points de prestation de services** qui offrent des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU). Plus de **500 prestataires de santé** ont été outillés pour une offre des services de SONU de qualité, une vingtaine de médecins généralistes formés en chirurgie essentielle, en particulier à la pratique de la césarienne dans le cadre de la délégation des tâches. Un millier de sage-femmes étudiant(e)s, infirmiers, auxiliaires ont été encadrés sur les SONU sur **10 sites**, avec un accent sur le renforcement des capacités en matière de télémédecine en faveur d'une vingtaine de prestataires des structures SONU

afin de prendre en charge à distance les complications obstétricales pour sauver la vie des mères et des nouveau-nés.

Dans le cadre de l'offre avancée de services de planification familiale, le SNUD a soutenu l'organisation d'une vingtaine de consultations foraines gratuites dans six localités difficiles d'accès et de deux semaines régionales de planification familiale dans les régions du Gbêkê et du Cavally. Ces interventions ont permis de mettre à la disposition des populations locales des paquets intégrés de services de santé de la reproduction avec plus de **41 000 femmes** dont **20 000 nouvelles utilisatrices** mises sous contraception moderne.

Stratégies pour la santé publique et renforcement des capacités

Des programmes de formation ont contribué à améliorer la qualité des soins dispensés et à renforcer les compétences nécessaires pour relever les défis de santé publique. La Direction de l'activité pharmaceutique, l'Institut National de l'Hygiène Publique (INHP) et une trentaine de districts sanitaires ont ainsi bénéficié d'un renforcement des capacités en gestion de la logistique santé pour une gestion plus efficace des ressources médicales. L'Autorité Ivoirienne de Réglementation Pharmaceutique (AIRP) a également bénéficié d'un renforcement de capacités sur les trois fonctions réglementaires que sont l'homologation, l'inspection et la surveillance du marché pour atteindre le niveau 3 de maturité

et assurer une meilleure régulation et surveillance des médicaments.

Le SNUD a fourni un appui technique et logistique au Gouvernement pour la distribution de 28 millions de doses de vaccins, la fourniture d'équipements médicaux essentiels dans les districts sanitaires, l'optimisation de l'infrastructure informatique pour la collecte des données de santé, et la distribution de kits de santé reproductive dans les zones défavorisées. Ces actions ont été essentielles pour étendre l'accès aux soins de santé, renforcer les compétences des professionnels de santé et assurer un approvisionnement adéquat en médicaments sur l'ensemble du territoire.



Engagé en faveur d'une politique nutritionnelle plus efficace

Les interventions stratégiques dans le domaine de la nutrition ont été essentielles pour promouvoir une alimentation saine et combattre la malnutrition en Côte d'Ivoire. Elles ont permis la validation de la stratégie nationale d'enrichissement du riz, renforcé les mécanismes de coordination à tous les niveaux, et finalisé le Plan national multisectoriel de nutrition, d'alimentation et de développement de la petite enfance 2023-2026. De plus, des efforts ont été déployés pour renforcer le système d'information national et mettre en place une législation visant à réguler la commercialisation des substituts du lait maternel. En outre, l'initiative des structures sanitaires amies des bébés a été étendue avec plus de 450 structures

de santé engagées dans la prévention de la malnutrition.

Plus de **2 500 acteurs** ont été formés sur l'approche de la prise en charge de la malnutrition aiguë, et la supplémentation en vitamine A a été progressivement intégrée dans la routine de soins de **73 districts sanitaires**. Plus de **54 000 enfants** souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge dans **120 unités thérapeutiques nutritionnelles**, et des foyers de renforcement des activités de nutrition communautaire ont été établis dans les régions du Nord et du Nord-Ouest.

Un environnement sain, durable et résilient face aux défis hydriques et sanitaires

L'appui du Système des Nations Unies au renforcement du cadre institutionnel du secteur de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (EHA) a donné lieu à l'élaboration de documents normatifs stratégiques, dont la Stratégie nationale de l'assainissement en milieu rural, le Manuel national de procédures de mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté, et le plan de contingence national pour le secteur EHA.

Au niveau opérationnel, trois domaines clés ont été privilégiés. Dans le cadre de

la santé des écoles dotées de cantines, le SNUD a contribué à réhabiliter ou construire plus d'une trentaine de points d'eau et de latrines dans plus de **40 écoles** pour améliorer l'accès à l'eau potable et l'hygiène des enfants. L'initiative de Fin de la défécation à l'air libre a été appuyée par la mise en œuvre de l'assainissement total piloté par les communautés et a bénéficié à environ **52 000 personnes**. Des services EHA ont été mis en place dans **180 écoles primaires**, équipées de latrines séparées et de dispositifs de lavage des mains, pour le bénéfice de près de **71 000 élèves**.



Pour un dispositif de protection des enfants renforcé

Le Système des Nations Unies a contribué à renforcer la gouvernance pour protéger les enfants avec le soutien au lancement d'un système de collecte de données sur le travail des enfants et l'élaboration d'un plan stratégique 2023-2025 pour l'Inspection du Travail. Le SNUD

a organisé des formations pour une cinquantaine d'inspecteurs du travail et de formateurs WIND¹³ en vue d'améliorer les conditions de travail dans les exploitations cacaoyères et mieux lutter contre le travail des enfants.



Focus sur le soutien à la Couverture Maladie Universelle

Le Gouvernement s'est engagé à étendre la protection sociale en favorisant la couverture maladie universelle (CMU) et en mettant en place un régime social pour les travailleurs informels. En 2023, avec le soutien technique et financier du Système des Nations Unies, plusieurs avancées ont été réalisées. Le SNUD a contribué à finaliser un rapport sur la pauvreté monétaire pour produire des données probantes sur les vulnérabilités économiques des ménages pauvres, et le Projet Agridom a plaidé en faveur de dispositifs de protection sociale inclusifs pour les travailleurs vulnérables, y compris les migrants. Dans la région de la Nawa (sud-ouest), une approche multisectorielle a été mise en œuvre pour

faciliter l'accès des ménages producteurs de cacao à la CMU et au Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) dans le cadre du Projet cacao durable.

Le SNUD a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement pour étendre le réseau de la CMU. Près de **600 nouveaux établissements** ont été intégrés au réseau de la CMU, portant le total à **1 640 établissements** à fin septembre 2023. L'équipement de **200 établissements de santé** en kits d'enrôlement CMU a contribué à l'augmentation du nombre de personnes enrôlées, atteignant **23,8%** de la population nationale en décembre 2023¹⁴.

¹³ L'approche WIND (Amélioration du travail dans le cadre du développement local), développée par l'OIT, vise à encourager et à aider les acteurs du secteur agricole à prendre des mesures volontaires et à faible coût à même d'améliorer leurs conditions de travail et de vie.

¹⁴ Caisse Nationale d'Assurance Maladie

PROMOTION DE LA JEUNESSE



2,4 millions
de jeunes renforcés en compétences de vie courante, de leadership et participation à l'action publique



108 000 jeunes
bénéficiaires de formations techniques et professionnelles



+ 12 000 adolescents et jeunes
formés en compétences de vie pour la paix et la cohésion sociale



+ 4 800 jeunes
membres d'organisations communautaires de base accompagnés dans leurs AGR



1 800 migrants
assistés au retour volontaire



+10,7 millions US
Dollars mobilisés





Jeunes éco-entrepreneurs : Construire l'avenir vert de la Côte d'Ivoire pour les générations actuelles et futures



Dans le cadre du programme «Sentiers Verts», une initiative portée par l'Association Green Ivory, avec le soutien de l'UNICEF et de la MSC Foundation, **60 jeunes éco-entrepreneurs ivoiriens** ont été invités à proposer des projets écologiques en vue d'obtenir un financement d'amorçage. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'initiative Green YOMA qui vise à renforcer l'employabilité et l'engagement social des jeunes dans l'économie verte.

Parmi ces jeunes, Aude a saisi l'opportunité pour présenter son projet de transformation des déchets en une source d'espoir tangible. Aux côtés de ses amis, elle a présenté le projet EcoBuilding, une réponse novatrice à la crise environnementale et au problème de logement qui affecte particulièrement les populations les plus défavorisées.

EcoBuilding propose de transformer les déchets plastiques en matériaux de construction durables et d'offrir la possibilité aux personnes à faible revenu de se loger dignement tout en contribuant à réduire

la pollution plastique. L'initiative d'Aude a été récompensée par la deuxième place lors de la compétition, accompagnée d'un financement de **4 millions de FCFA**. Cette reconnaissance démontre que les jeunes ont le pouvoir de générer un changement positif au sein de leur communauté.

« Cette récompense est bien plus qu'un simple succès personnel. C'est une source de motivation qui me donne l'espoir que mon projet EcoBuilding deviendra un jour une entreprise majeure et contribuera à faire bénéficier à la Côte d'Ivoire d'une économie verte profitable à toutes et à tous », a affirmé la jeune Aude.

Grâce à son engagement, Aude a trouvé un emploi et a pu créer des opportunités pour d'autres jeunes. Son initiative permet également de recycler les déchets plastiques tout en luttant contre le réchauffement climatique et la pauvreté, avec l'espoir d'un avenir plus vert pour les générations futures en Côte d'Ivoire.



L'appui du Système des Nations Unies au secteur de la promotion de la jeunesse s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre de la Politique nationale de la jeunesse 2021-2025 et du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ-Gouv)

lancé en 2023, décrétée année de la jeunesse par le Président de la République. Il adresse les principaux défis des jeunes dans les secteurs clés du développement (santé, protection, éducation, formation, employabilité) sur la période 2023-2025.



Des avancées en matière de renforcement des capacités institutionnelles en faveur des jeunes

Le SNUD a poursuivi en 2023 son action de renforcement des capacités des structures publiques et privées pour qu'elles jouent un rôle dans la promotion de l'employabilité des jeunes. Parmi elles, un accent particulier a été porté aux structures chargées de développer l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes telles que l'Agence nationale d'appui au développement rural, l'Agence emploi jeunes et l'Agence pour la promotion de l'inclusion financière en Côte d'Ivoire. Cinq centres de service civique ont bénéficié d'un soutien leur permettant d'accompagner la réinsertion socio-professionnelle d'adolescents et jeunes vulnérables dans

les villes de Guingreni, Guedipo, Bouaké et Abidjan (Bimbresso).

Sur le plan normatif, le plaidoyer du SNUD en faveur de plus d'inclusion sociale, a abouti à la révision de la loi portant sur le service civique afin d'étendre son accès aux adolescentes et jeunes les plus vulnérables (âgées à partir de 14 ans) ainsi qu'aux non-nationaux. La nouvelle loi sur le service civique reconnaît le volontariat comme une expérience professionnelle et contribue à valoriser le volontariat des jeunes.

Progrès en matière d'employabilité et d'entrepreneuriat des jeunes

Grâce à l'impulsion du SNUD, plus de **115 000 jeunes et adolescents** ont bénéficié d'une amélioration significative de leurs compétences et de leur employabilité dans des secteurs clés tels que les AGR, les emplois verts et l'économie verte grâce à des formations ciblées et adaptées.

Plus de **1 600 jeunes entrepreneurs** ont bénéficié d'appui dans leurs projets d'entreprise, stimulant ainsi la création et le développement de PME et de start-ups dirigés pas des jeunes.

Dans le cadre d'un programme dédié aux économies vertes et bleues, une cinquantaine de jeunes ont été formés et ont développé des projets d'entreprises innovants, dont 5

ont été sélectionnés et accompagnés pour illustrer l'impact de cette initiative sur la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Plus de **2 200 jeunes**, dont **78% de filles**, ont été professionnellement insérés, et une cinquantaine ont bénéficié d'un soutien dédié pour créer leurs propres entreprises sociales. Cette action a été renforcée par un accompagnement supplémentaire pour améliorer l'accès des jeunes aux services de santé, à la documentation administrative et au permis de conduire, contribuant ainsi à leur autonomisation économique et sociale de manière durable.



22 / Mohamed Aly Diabate

Des compétences de vie, de leadership et de participation citoyenne

Les actions de développement des compétences transversales des jeunes au cours de l'année 2023 ont permis à **2,4 millions d'adolescents et de jeunes de 14 à 19 ans** d'exprimer leurs opinions sur des sujets touchant à leur vie et à leur communauté, à l'engagement communautaire et à la prise de décision éclairée. Une caravane dénommée «Jeunes engagés pour la cohésion sociale» dans **5 régions du pays** a mobilisé plus de **1 500 jeunes** dans des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'engagement citoyen en partenariat avec le Ministère de la jeunesse.

Le SNUD a poursuivi la sensibilisation des populations notamment les jeunes sur les dangers de la migration irrégulière tout en

offrant un soutien concret aux migrants de retour afin faciliter leur réintégration dans la société. Ces actions s'inscrivent dans une approche globale de gestion des migrations pour protéger les droits des migrants et à promouvoir des solutions durables aux défis migratoires.

Une dizaine d'opérations de sensibilisation ont été organisées dans les **3 départements de la Bagoué** sur les risques de la migration irrégulière et les opportunités économiques locales. Au total, plus de **1 700 migrants** de retour ont été assistés au retour volontaire, et près d'un millier de jeunes migrants de retour ont bénéficié d'une assistance à la réintégration.



EGALITE DES SEXES



+ 21 300 productrices agricoles ont augmenté leur productivité



21 mécanismes de lutte contre les VBG appuyés



3 000 leaders et guides religieux engagés contre les VBG



+ 504 000 personnes sensibilisées sur les VBG



2 documents stratégiques produits sur la promotion de l'égalité homme-femme, l'autonomisation des femmes et la lutte contre les VBG



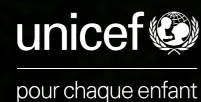
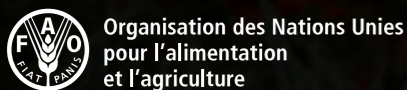
+11 000 survivant(e)s de VBG ont bénéficié d'au moins un service de prise en charge



+ 3.5 millions US Dollars mobilisés



GÉNÉRATION ÉGALITÉ
 POUR LES DROITS DES FEMMES ET UN FUTUR ÉGALITAIRE





Un plaidoyer décisif pour le financement gratuit des soins médicaux pour les survivantes de VBG

Une avancée significative a été réalisée dans la lutte contre la violence basée sur le genre en Côte d'Ivoire lors d'une journée parlementaire dédiée au financement des soins médicaux pour les victimes. L'objectif principal de cette session était de plaider en faveur d'un financement adéquat des soins médicaux pour les survivantes de violence.

Les obstacles financiers sont l'un des principaux freins à l'accès à la justice pour les victimes de violence en Côte d'Ivoire. « Par manque de moyens financiers, de nombreuses femmes victimes de violence sexuelle se voient refuser des soins. Le coût du certificat médical, qui atteste des violences subies, reste encore prohibitif. Dans l'assistance judiciaire aux victimes, la prise en charge médicale ne devrait pas être un obstacle. D'où notre plaidoyer pour que l'Etat investisse dans un paquet de services qui assure, entre autres, la gratuité des services médicaux aux victimes », a affirmé la Représentante de l'ONU Femmes.

La dernière enquête démographique et de santé révèle qu'en 2021, plus de **6 000 cas de violences basées** sur le genre avaient été enregistrés par les services de prise en charge des VBG, incluant près de **2 500 cas de viols** et

d'agressions sexuelles, plus d'un millier de cas de violence psychologique et une trentaine de cas de mutilations génitales féminines.

Le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a insisté sur l'importance d'une prise en charge médicale adéquate pour chaque victime, mettant en lumière des groupes vulnérables tels que les femmes issues de minorités, les réfugiées, les femmes vivant avec handicap et les migrantes.

Face à cette situation préoccupante, les parlementaires ont décidé de programmer un budget gouvernemental pour la prise en charge des actes médicaux en faveur des survivantes de VBG et de favoriser la mise en œuvre d'un programme intégré basé sur trois piliers : la prévention à travers l'éducation et le changement des comportements, un soutien à la réintégration socio-économique des victimes et un dispositif dissuasif de protection et de poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de violences.

Saluant cette approche holistique et intégrée, les Nations Unies ont réaffirmé leur engagement à soutenir cette priorité nationale à travers un programme conjoint d'appui à la lutte contre les VBG.

La capacitation des femmes et des filles, notamment celles en milieu rural et périurbain, sur les plans social, économique et technologique demeure une priorité pour le Système des Nations Unies.

A travers un projet d'appui du SNUD aux coopératives de femmes rurales dans le secteur du vivrier, **270 coopératives agricoles** regroupant plus de **21 000 femmes rurales** ont augmenté leur productivité et leur compétitivité. A Abidjan, **200 femmes entrepreneures** ont amélioré la compétitivité de leurs entreprises grâce à des formations sur les marchés publics et les outils numériques. **1 000 personnes** dont plus de **90% de femmes** ont été impactées par le projet d'appui à l'autonomisation des femmes et des jeunes mobilisées autour des cantines scolaires dans les régions de la Bagoue, du Poro et du Tchologo.

Dans les localités de Kafolo et Tengrela, frontalières du Mali, une initiative innovante

d'autonomisation de **80 femmes vulnérables** a permis d'améliorer les capacités de production et de commercialisation de ces femmes à travers la maîtrise de nouvelles méthodes, modes et moyens de production et de commercialisation (production de savons, utilisation de l'infographie et du digital, création de marques). La perception de la communauté sur ces femmes et en particulier sur les bénéficiaires a désormais changé.

Des équipements agricoles fournis ont permis de réduire les pertes post-récoltes et ont renforcé la transformation locale avec un impact positif sur les revenus des bénéficiaires, majoritairement des femmes. Une centaine de nouvelles petites et moyennes entreprises dont **78% dirigées par les femmes**, ont été créées pour renforcer la résilience socio-économique des jeunes et femmes dans le nord du pays.



Des initiatives pour réduire les violences basées sur le genre

Les efforts concertés des agences des Nations Unies ont contribué à renforcer la lutte contre les inégalités de genre, le VIH/sida et les violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire. Une soixantaine de parlementaires ont été sensibilisées aux instruments internationaux des droits de l'homme et à la législation relative au VIH. Des formations sur les dispositifs de protection sociale liés au VIH ont bénéficié à **110 personnes**, dont celles vivant avec le VIH et des personnes vivant avec handicap. Plus de **500 000 personnes** ont été sensibilisées lors de journées commémoratives sur les notions de VBG.

Afin de renforcer le caractère holistique de la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre, une vingtaine de prestataires de santé ont bénéficié de renforcement de capacité sur la prévention et la prise en charge dans **19 districts**. En parallèle, de nouvelles plateformes de lutte contre les VBG ont été installées dans **4 localités** (Boniéré, Tiéдио, Yakassé-Attobrou et Alepé) et 4 autres plateformes à Attécoubé, Adjamé, Adzopé et Agboville ont bénéficié de renforcement technique et opérationnel. Ces plateformes sont des mécanismes locaux essentiels pour coordonner les efforts de prévention, de sensibilisation, de soutien aux victimes, de plaidoyer et de collecte de données dans la lutte contre les VBG.

Afin d'assurer une prise en charge holistique des survivantes de violences basées sur le genre, une vingtaine de prestataires de santé ont bénéficié de renforcement de capacités sur la prévention et la prise en charge dans 19 districts. De nouvelles plateformes de lutte contre les VBG ont également été installées dans 4 localités (**Boniéré, Tiéдио, Yakassé-Attobrou et Alepé**) et 4 autres plateformes à Attécoubé, Adjamé, Adzopé et Agboville ont bénéficié de renforcement technique et opérationnel, soit **88 plateformes** de lutte contre les VBG opérationnalisées sur toute l'étendue du territoire national. Ces plateformes sont des mécanismes locaux essentiels pour coordonner les efforts de prévention, de sensibilisation, de soutien aux victimes, de plaidoyer et de collecte de données dans la lutte contre les VBG.

11 000 survivantes de VBG ont bénéficié d'au moins un service de prise en charge (psychosocial, médical, juridique ou judiciaire). **135 communautés** issues d'une dizaine de localités se sont engagées à mettre fin aux mutilations génitales féminines, aux mariages d'enfants, aux violences sexuelles, aux règlements à l'amiable des cas de viol et à l'impunité à travers la signature d'une déclaration publique par leurs leaders.



Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a bénéficié d'un appui crucial pour la validation de la stratégie nationale de lutte contre les VBG à travers le renforcement des capacités d'une quinzaine de plateformes de collaboration et des centres d'accueil de survivantes dans la région du Gbêkê, au centre. Ces efforts ont été complétés par la réhabilitation et l'équipement de 5 centres sociaux destinés à offrir un espace dédié à l'écoute des survivantes de VBG.

Le SNUD a apporté son appui au Gouvernement de la Côte d'Ivoire au lancement en 2023 d'une campagne régionale de lutte contre les Violences basées sur le genre (VBG) dénommée « Carton rouge ». Cette campagne qui mobilise des représentants de plusieurs pays dont la Guinée, la Sierra Leone, la Gambie, le Sénégal, le Congo et le

Cameroun vise à construire des partenariats régionaux et créer des synergies pour une région africaine où aucune violence basée sur le genre ou pratique néfaste n'est tolérée. La feuille de route baptisée SAVE « Sanctionner les Actes de VBG et les pratiques Équivalentes » qui a été adoptée à l'issue du lancement de cette campagne comprend dix engagements clés destinés à accélérer la lutte contre les VBG avec des instruments innovants et la promotion de la masculinité positive. Un dossier d'investissement chiffrant à 15 milliards USD les financements nécessaires pour l'élimination des violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire d'ici à 2030 a été élaboré avec l'appui du SNUD. La société civile africaine représentée par le Réseau de la renaissance africaine et de la diaspora (ARDN) est un des partenaires clés qui œuvre au positionnement international de cette initiative.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES



+ 1 300 personnes vulnérables bénéficiaires de travaux d'assainissement



Près de **50 structures** publiques et privées formées dans la gestion des ressources naturelles



1 modèle de gestion durable des ressources forestières validé et promu



1 filière de production durable de bois-énergie promue



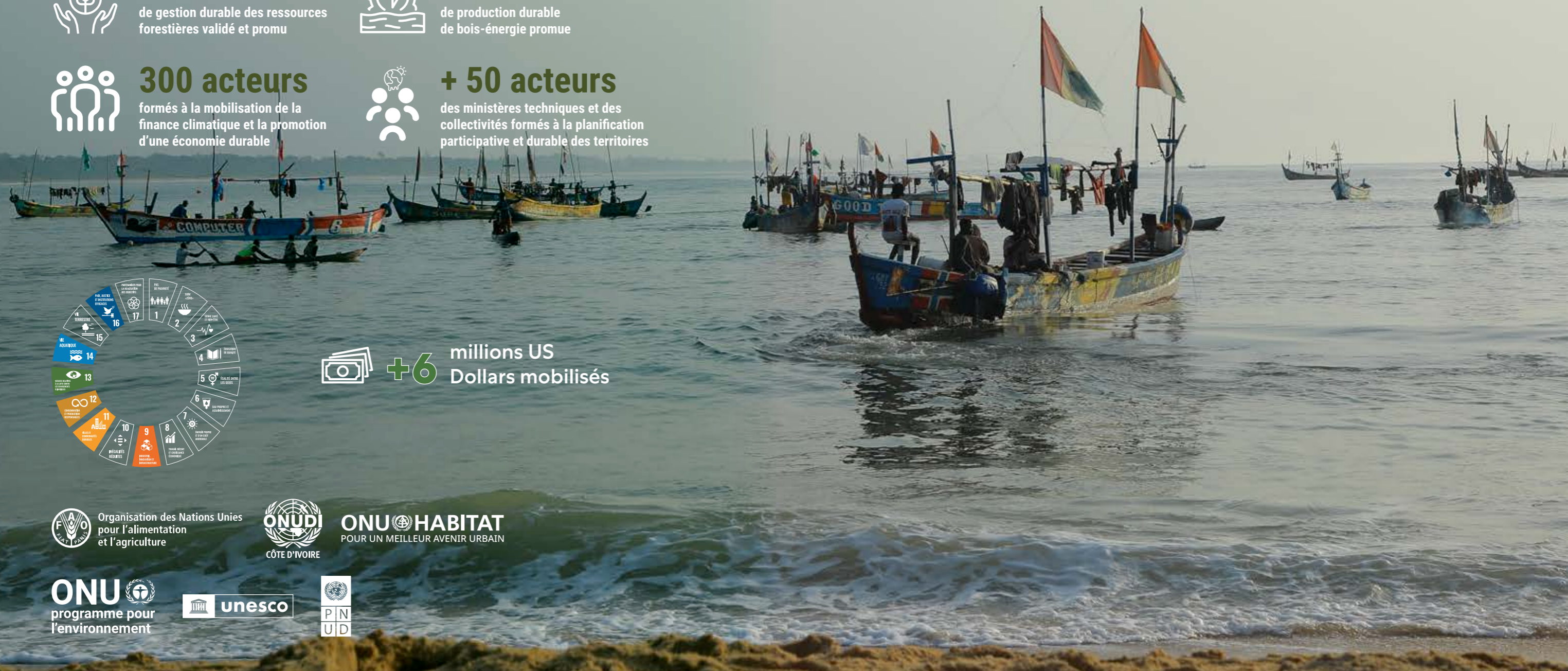
300 acteurs formés à la mobilisation de la finance climatique et la promotion d'une économie durable



+ 50 acteurs des ministères techniques et des collectivités formés à la planification participative et durable des territoires



+6 millions US Dollars mobilisés





L'Initiative «Villes Vertes» ou comment transformer les défis urbains en opportunités durables

En réponse à l'urbanisation rapide et à ses défis croissants, la Côte d'Ivoire s'est engagée avec la FAO dans une initiative qui vise à repenser la durabilité urbaine dans ses 14 districts, l'initiative «Villes Vertes». Pour Attaher Maiga, Représentant de la FAO en Côte d'Ivoire, cette initiative consiste, dans un contexte de très forte croissance démographique urbaine, à adopter des pratiques durables pour gérer le foncier, prévenir les risques environnementaux et reconnecter les citoyens avec la nature. Selon le Ministre Gouverneur du District d'Abidjan, cette initiative «Villes Vertes» est bien plus qu'un projet environnemental. « Le taux de croissance annuel de la population d'Abidjan est de 3% et 52% de la population ivoirienne est urbaine. De nombreuses villes gagneraient à adhérer à cette initiative qui présente de belles opportunités d'emplois et de résilience. 10 000 tonnes de déchets réutilisés permettent de créer plus de 300 emplois avec un impact avéré sur l'économie locale » a-t-il déclaré.

Les premiers résultats de cette initiative sont déjà perceptibles avec le Programme Territorial «Villes Vertes» et le projet BioDAF. Le premier, financé à hauteur de 100 000 dollars US par la FAO, vise à transformer les espaces urbains en oasis de verdure. Le projet BioDAF, initié par l'Institut de l'Économie Circulaire d'Abidjan, offre une approche innovante pour la production de fertilisants organiques et d'aliments pour animaux à partir de déchets.

L'initiative «Villes Vertes» représente bien plus qu'une simple réponse à l'urbanisation rapide. Elle incarne une vision pour des villes ivoiriennes plus vertes, plus saines et plus résilientes. À travers la gestion durable des déchets, l'accès à une alimentation de qualité et la création d'emplois, elle replace l'économie circulaire et la préservation de la biodiversité au cœur du développement urbain.



Dans le cadre du projet de protection et conservation du parc national du Banco, une aire protégée qui favorise la qualité de l'air dans le District d'Abidjan en captant 34 000 tonnes de gaz carbonique par an émises par les véhicules et les usines, une clôture de plus de 5 km a été érigée aux limites ouest et nord. Cette initiative financée par le SNUD et mise en œuvre par l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) a réduit les agressions contre les populations riveraines et favorisé la protection des singes. Le projet inclut également la rénovation de l'éco-musée

et de la maison de la nature pour offrir des services éducatifs aux écoles locales, avec des travaux en cours pour assainir les façades et des mesures de compensation pour les populations impactées. La communauté autochtone d'Agban-Attié continue désormais ses rituels traditionnels au parc. La mise en conformité de la gestion des sites rituels du Parc avec les principes de conservation a favorisé une nouvelle attraction touristique avec l'apparition de grands silures dans la rivière Banco.

Économie verte et adaptation aux changements climatiques

En mai 2023, dans le cadre du dialogue politique et de la formation en Côte d'Ivoire sur le modèle d'évaluation des emplois verts, les scénarios politiques pour l'évaluation de ces emplois ont été définis, avec pour résultat le renforcement des capacités des institutions nationales à utiliser et à mettre à jour ce modèle. La formation dispensée aux institutions nationales a également permis d'améliorer leur aptitude à utiliser et à maintenir le modèle d'évaluation des emplois verts. Finalement, en partenariat avec l'Université Nangui Abrogoua, un modèle d'évaluation des emplois verts (GJAM) pour une transition écologique juste et durable en Côte d'Ivoire a été élaboré et mis en œuvre en octobre 2023.

Le Plan National d'Adaptation (PNA 2023-2030), validé en novembre 2023, est le fruit d'une collaboration entre les Nations Unies, le Gouvernement et le Fonds Vert pour

le Climat (FVC) initiée depuis 2019, à travers le « Projet de renforcement de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire ». Ce plan stratégique représente un investissement significatif d'environ 18 milliards USD qui vise à protéger les secteurs prioritaires que sont l'agriculture, les ressources en eau, l'utilisation des terres, la zone côtière et la santé, de l'impact des changements climatiques et à préparer le pays à s'adapter efficacement aux défis environnementaux à venir.

Un système de suivi, notification et vérification (SNV) est en place pour surveiller les progrès de sa mise en œuvre, géré par le Programme National Changements Climatiques (PNCC) du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique.



GOVERNANCE



+ 550 personnes
à risque d'apatridie soutenues



375 cadres des structures déconcentrées formés aux droits de l'enfant et à la gestion axée sur les résultats



105 femmes
candidates aux élections locales appuyées



100% des Clubs Universitaires Genre disposent d'un plan d'action budgétisé



88 institutions spécialisées dans la gestion des conflits ont accès à des données sur les flux et dynamiques de transhumance



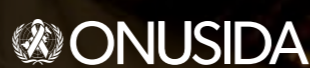
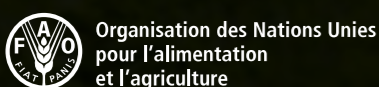
6 localités
du Nord-Est disposent de plans participatifs de gestion de territoire



189 000 personnes
sensibilisées au civisme, à la citoyenneté et à la coexistence pacifique entre populations déplacées et populations hôtes



+16.5 millions US Dollars mobilisés





Pour un cadre institutionnel plus favorable à la promotion des droits humains

En 2023, le Système des Nations Unies a continué à renforcer les capacités dans les domaines des droits de l'homme et de la justice, en fournissant en particulier des formations techniques et opérationnelles au Conseil National des Droits de l'Homme en matière de VBG.

Une sensibilisation des acteurs de la chaîne pénale a également été réalisée sur les mesures alternatives à la détention prévues dans la législation ivoirienne, avec la mise en place d'un dispositif pour leur opérationnalisation, accompagnée d'une feuille de route pour faciliter leur mise en œuvre, notamment par la digitalisation des services judiciaires, en conformité avec les instruments juridiques nationaux et internationaux de protection des droits humains.

Pour lutter efficacement contre l'apatridie, les capacités des institutions nationales et des acteurs de la société civile ont été renforcées sur les questions du droit à une nationalité et la sensibilisation au problème de l'apatridie, ainsi que sur les sujets connexes tels que l'état civil, la documentation d'identité et les procédures pour la reconnaissance du statut d'apatride. Ces efforts ont conduit à la capitalisation des bonnes pratiques dans le processus de délivrance des passeports et cartes nationales d'identité pour éviter

l'apatridie, à la formation des magistrats, des officiers de l'état civil et de la société civile, au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des institutions étatiques chargées de la protection internationale, à la mise à disposition de 45 000 imprimés dans les centres d'état civil et autres juridictions, à la tenue de trois sessions de commissions d'éligibilité au statut d'apatride portant sur 15 dossiers, ainsi qu'à l'assistance et à l'accompagnement de 550 personnes à risque d'apatridie.

Pour améliorer la participation politique des femmes, le SNUD a soutenu le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant dans la formation d'une centaine de femmes candidates aux élections locales. Cette initiative, appuyée par la vulgarisation de la loi n°2019-870 du 14 octobre 2019 sur la représentativité des femmes dans les Assemblées élues et son décret d'application, a permis une augmentation de la proportion de femmes sur les listes de candidatures (32% pour les régionales et 34% pour les municipales) ainsi que dans les différents conseils municipaux (33% en moyenne contre 15% en 2018) et régionaux (32% en moyenne contre 13% en 2018).

Coopération transnationale pour lutter contre la traite des êtres humains

Pour renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest, les Nations Unies ont soutenu la quatrième phase de l'initiative «Open Roads» (Routes ouvertes). Cette initiative est un exercice de renforcement des capacités destiné à consolider la coopération transfrontalière entre la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Nigeria et à améliorer les capacités des acteurs de la justice pénale de ces trois pays. Lancée en réponse à des informations sur l'afflux vers la Côte d'Ivoire de jeunes femmes, principalement originaires du Nigeria, victimes d'exploitation sexuelle, l'initiative vise à secourir les victimes et appréhender les trafiquants.

Grâce aux efforts de collaboration, près de 300 victimes ont été secourues dont 50% de mineures, 45% de femmes et 80% exploitées dans le cadre d'un travail forcé. Une cinquantaine de trafiquants présumés ont été appréhendés parmi lesquels 63% de femmes.

Pour améliorer la coordination dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, les prochaines étapes de cette initiative incluront le soutien aux académies de formation des forces de l'ordre et le renforcement de la coopération en matière de renseignement criminel et d'échange d'informations.

Pour une gouvernance améliorée

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la loi nationale sur l'évaluation des programmes et politiques publics, 25 experts du ministère de l'Économie, du Plan et du Développement ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation de politiques et de programmes avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies. Cet appui a également conduit à l'élaboration de trois décrets sur le financement, la participation des parties prenantes et la coordination des évaluations.

Les ministères en charge de la Femme, du Plan, du Budget et la Commission des Finances

de l'Assemblée nationale ont été également outillés dans le cadre de missions de partage d'expériences réalisées au Maroc et en Tanzanie, sur la budgétisation sensible au genre. Conséquemment, un groupe de travail a été mis en place pour appuyer la budgétisation sensible au genre en Côte d'Ivoire. Dans la collaboration avec les collectivités locales, des appuis apportés aux mairies de Béoumi et de Botro, dans le centre du pays ont permis la prise de mesures spécifiques pour renforcer la prise en compte de la dimension genre dans les processus budgétisation et de recrutement.





Accès aux données et renforcement de capacités opérationnelles pour promouvoir la gouvernance transfrontalière

Le SNUD a mobilisé des expertises techniques et des moyens financiers pour contribuer au renforcement des capacités opérationnelles du Ministère de la Justice et des Droits de l'homme et du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité à travers le déploiement d'outils numériques pour améliorer le dispositif de collecte de données utiles à la prise de décision.

L'introduction de l'annuaire statistique et des applications de gestion des ressources humaines et de documents a permis une gestion plus efficace des services et des décisions administratives. La gestion des frontières et du processus de migration a été améliorée grâce au système d'information et d'analyse des flux migratoires et au système de gestion électronique des dossiers de réadmission (e-RCMS), déployés avec l'appui matériel du SNUD.

Dans une approche axée sur les données pour éclairer les décisions et faciliter la planification, l'Outil de suivi de transhumance (TTT) a été mis en œuvre dans les régions du Kabadougou et du Bafing. Cette initiative a permis à plus de 80 institutions d'accéder à des données fiables sur les flux et les dynamiques de transhumance. En conséquence, une vingtaine de conflits ont été prévenus, et six infrastructures pastorales ont été construites pour mieux contrôler les mouvements. De plus, une coordination transfrontalière renforcée entre une cinquantaine d'acteurs de la Côte d'Ivoire et de la Guinée a été mise en place avec pour résultat une nette amélioration de la capacité à relever les défis associés à la transhumance de manière efficace.

Pour une gouvernance locale renforcée

Une étude sur la mise en place d'un dispositif dédié au financement des investissements des collectivités locales en Côte d'Ivoire a été réalisée, et les textes législatifs et réglementaires sur la décentralisation en Côte d'Ivoire ont été édités et mis à la disposition des nouvelles autorités locales après les dernières élections municipales et régionales, en vue de leur appropriation. Ces appuis permettent aux nouvelles autorités locales d'être plus efficaces dans la gestion des collectivités.

La Région du Poro a été soutenue pour

développer un Plan d'Intervention régional pour la gestion des crises aux frontières dans des cas de déplacement massif de population. Au niveau communautaire, six localités dans les régions du Bounkani et Gontougo disposent de plans participatifs de gestion de territoire dans les secteurs de l'agro-pastoral, de la restauration et de la protection de l'environnement, de l'amélioration des pratiques minières et de la sensibilisation sur l'impact de l'orpaillage illégaux, du renforcement de l'accès à l'eau.





1.2 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience



Une approche conjointe pour renforcer la résilience des communautés dans le Nord-Est

Le Cadre programmatique pour la résilience au Nord-Est, est une contribution des Nations Unies à la phase 2 du Programme Social du Gouvernement (PSGouv2 2022-2024) dont un des axes vise à « lutter contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord ». Dix agences des Nations Unies participent à ce Cadre, dont le coût total est estimé à **90 millions US Dollars** pour 2023-2024. Ce programme multisectoriel, basé sur le Nexus 'Humanitaire-Développement-Paix', vise à renforcer la résilience des systèmes et des communautés à travers des interventions en santé, éducation, protection et gouvernance.

Plus de **46 000 personnes ont été sensibilisées** à la protection de l'enfance et près de **6 500 individus** ont désormais accès à l'eau potable grâce à des systèmes d'approvisionnement solaires. Les actions en santé maternelle et infantile ont bénéficié à **250 mères traitées** pour des hémorragies post-partum sévères et près de **1700 nouveau-nés réanimés**. La prise en charge de plus de **4 500 enfants malnutris** aigus sévères a été réalisée grâce

à la fourniture d'intrants nutritionnels, et **137 000 enfants supplémentés** en vitamine A ont été recensés. **5 200 enfants** ont bénéficié de matériels d'apprentissage et plus de **350 tonnes de vivres distribuées** à **30 000 élèves**. **17 groupements de femmes mobilisés** autour des cantines scolaires, ont été formés sur les bonnes pratiques agricoles et intégrés dans un réseau digital avec les commerçants. Cette initiative a également renforcé la sécurité des frontières grâce à la formation de **50 acteurs frontaliers** et à l'équipement de **2 postes frontières**.

En réponse à l'afflux de demandeurs d'asile du Burkina Faso, le programme a adopté une approche 'laser' pour répondre aux besoins des communautés hôtes et des demandeurs d'asile dans les zones d'accueil. Cette approche d'urgence a favorisé une assistance alimentaire pour plus de **8 700 personnes relocalisées** dans deux sites, l'amélioration de l'accès à l'eau avec **5 nouveaux points** et **60 latrines**, des espaces temporaires d'apprentissage pour plus de **1 500 enfants**

et la fourniture de kits médicaux d'urgence dans les districts sanitaires.

L'efficacité de ce Cadre programmatique de résilience au Nord-Est est soutenue par une

approche conjointe, des bureaux terrain à Korhogo, Ferké et Bouna et une coordination locale avec la participation des acteurs locaux de développement.

Pour plus de cohésion sociale au niveau communautaire

Dans un contexte où la gestion des conflits et la préservation des ressources naturelles revêtent une importance cruciale, le Système des Nations Unies a intensifié son appui au gouvernement dans la lutte contre les fragilités en particulier dans le Nord du pays, notamment face au déplacement massif de personnes en provenance du Burkina Faso. Les structures déconcentrées ont été renforcées pour une meilleure coordination des interventions sur le terrain. Grâce aux appuis du SNUD, **5 radios communautaires** diffusent désormais plus de messages de paix, avec pour effet de contribuer à la résolution de **132 conflits communautaires**. L'organisation de dialogues intercommunautaires, de forums et

de plateformes de relais communautaires ont favorisé le rapprochement des communautés et amélioré la collaboration avec les autorités locales.

Près de **200 jeunes**, dont **36% de femmes**, ainsi qu'une soixantaine d'autorités administratives ont été formés sur les cadres institutionnels du foncier, de la transhumance, du pastoralisme et du minier. **189.000 personnes** sensibilisées au civisme, à la citoyenneté et au vivre ensemble afin de favoriser la coexistence pacifique entre les populations déplacées et les communautés hôtes.





1.3 Le partenariat au cœur du développement et du Programme 2030



Renforcer la coordination de l'aide et les partenariats institutionnels

L'année 2023 a été marquée par la mise en place du Cadre institutionnel de suivi du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 par le Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire. Ce cadre sert de forum politique avec l'ensemble des partenaires au développement (PTF, société civile, secteur privé) pour discuter des principaux défis pour le développement durable en Côte d'Ivoire.

Sous le leadership du Coordonnateur Résident, le SNUD appuie l'opérationnalisation de ce mécanisme. Des orientations communes ont ainsi pu être définies pour renforcer la coordination du nexus « humanitaire-paix-développement » dans les régions frontalières du Nord, ou pour accélérer la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la Côte d'Ivoire. Ce rôle de facilitateur a également permis à l'Équipe-Pays de sensibiliser les partenaires

aux conclusions du Sommet sur les ODD qui s'est tenu en septembre 2023 à New York et d'entamer une réflexion globale sur les 6 transitions¹⁵ en lien étroit avec le Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement.

Le SNUD et le Conseil Economique, Social, Economique et Culturel (CESEC) ont signé un memorandum d'entente en avril 2023 pour favoriser la réalisation du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 et la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. Ce partenariat vise à faciliter l'accès du CESEC à l'expertise du SNUD, renforcer les capacités d'analyse des Conseillers Économiques Sociaux Environnementaux et Culturels, favoriser la coopération pour répondre aux défis du CESEC, et renforcer l'appui-conseil et le plaidoyer du SNUD auprès du Gouvernement.

¹⁵ Les 6 transitions clés sont : Systèmes alimentaires ; accès à l'énergie et son caractère abordable ; connectivité digitale ; éducation ; emploi et protection sociale ; et changement climatique, perte de biodiversité et pollution. Les 4 actions motrices sont : 1) Réformer les cadres politiques et réglementaires pour dépasser les approches sectorielles ; 2) Faciliter le développement de projets nationaux bancables avec le soutien des secteurs public et privé ; 3) Mobiliser les financements nécessaires à travers diverses sources ; 4) Renforcer les capacités des institutions publiques et de la société civile pour assurer la durabilité et l'efficacité des investissements.

Pour plus d'engagement du secteur privé dans la réalisation des ODD

Pour favoriser un plus grand engagement du secteur privé dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), un forum sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) a été organisé en collaboration avec la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et le Pacte Mondial des Nations Unies (UN Global Compact), en avril 2023. Cet événement a rassemblé une centaine de responsables RSE du secteur privé, mettant en lumière la contribution des entreprises aux ODD à travers leurs modèles économiques. Les recommandations de ce forum ont souligné l'importance pour les entreprises de respecter les principes de la RSE et de contribuer aux ODD pour garantir leur pérennité.

Pour renforcer cet engagement du secteur privé, le SNUD a facilité la mise en place du Conseil consultatif pour le futur réseau du

Pacte Mondial des Nations Unies. Sous l'égide du Coordonnateur résident, un partenariat a également été conclu entre la CGECI et le Pacte Mondial des Nations Unies, témoignant de l'intérêt croissant du secteur privé ivoirien pour les enjeux de durabilité et de responsabilité sociétale des entreprises, ainsi que de la volonté des Nations Unies d'impliquer davantage les entreprises de Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre des ODD.

Le Pacte Mondial des Nations Unies a organisé des rencontres de sensibilisation, d'information et de formation à l'intention des Chambres consulaires, des faïtières et des entreprises individuelles. Ces rencontres ont eu pour objectif de promouvoir les Dix Principes du Pacte Mondial et les 17 ODD, en vue de stimuler l'engagement des entreprises et des organisations professionnelles en faveur du développement durable.

Des propositions à l'échelle nationale pour préparer le Sommet de l'avenir

En prévision du Sommet de l'avenir prévu en septembre 2024 à New York, le SNUD et le Ministère des Affaires Étrangères ont organisé un colloque pour préparer la position de la Côte d'Ivoire. Réunissant des membres du Gouvernement, du corps diplomatique, du secteur privé, des universitaires et leaders de la société civile, ce colloque a réfléchi aux propositions du rapport « Notre Programme commun » du Secrétaire général de l'ONU, en particulier sur des thématiques telles

que l'engagement des jeunes, la réforme de l'éducation, l'architecture financière internationale, l'intégrité de l'information sur les plateformes numériques et un nouvel agenda pour la paix. Les recommandations formulées par les participants orienteront la position de la Côte d'Ivoire à ce Sommet à l'issue duquel les Etats membres de l'ONU adopteront un pacte pour l'avenir afin de jeter les bases d'un multilatéralisme plus efficace, adapté aux défis actuels et à venir.



1.4 Évaluations et leçons tirées



Les représentants des Nations Unies et du Gouvernement au sein des différents groupes de résultats du CCDD 2021-2025 ont procédé à leurs revues à mi-parcours pour évaluer le fonctionnement des mécanismes de gouvernance du CCDD et les progrès des initiatives de développement mises en œuvre et ajuster les stratégies d'intervention en fonction des défis rencontrés et des leçons apprises.

Ce bilan à mi-parcours des Groupes de résultats a mis en évidence plusieurs défis significatifs dont le renforcement des synergies et de la cohérence des interventions intra et inter Groupes de résultats, la coordination des interventions localisées dans des zones de convergence en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables, les mécanismes de passage à l'échelle des initiatives, la qualité du reporting et la visibilité de l'action du Système des Nations Unies à travers une communication plus stratégique.

A l'issue du processus, des recommandations ont été formulées pour améliorer l'impact des

interventions du Système des Nations Unies en étendant la portée des initiatives pilotes tout en renforçant l'approche territoriale. Il a été également recommandé de limiter les chevauchements dans les interventions en vue de réduire les coûts de transaction. Ces recommandations répondent également à la nécessité d'accélérer la réalisation des ODDs, mais également visent à promouvoir davantage la communication autour des initiatives et résultats du Cadre de Coopération afin de renforcer la transparence et la compréhension de la contribution des Nations Unies au développement durable.

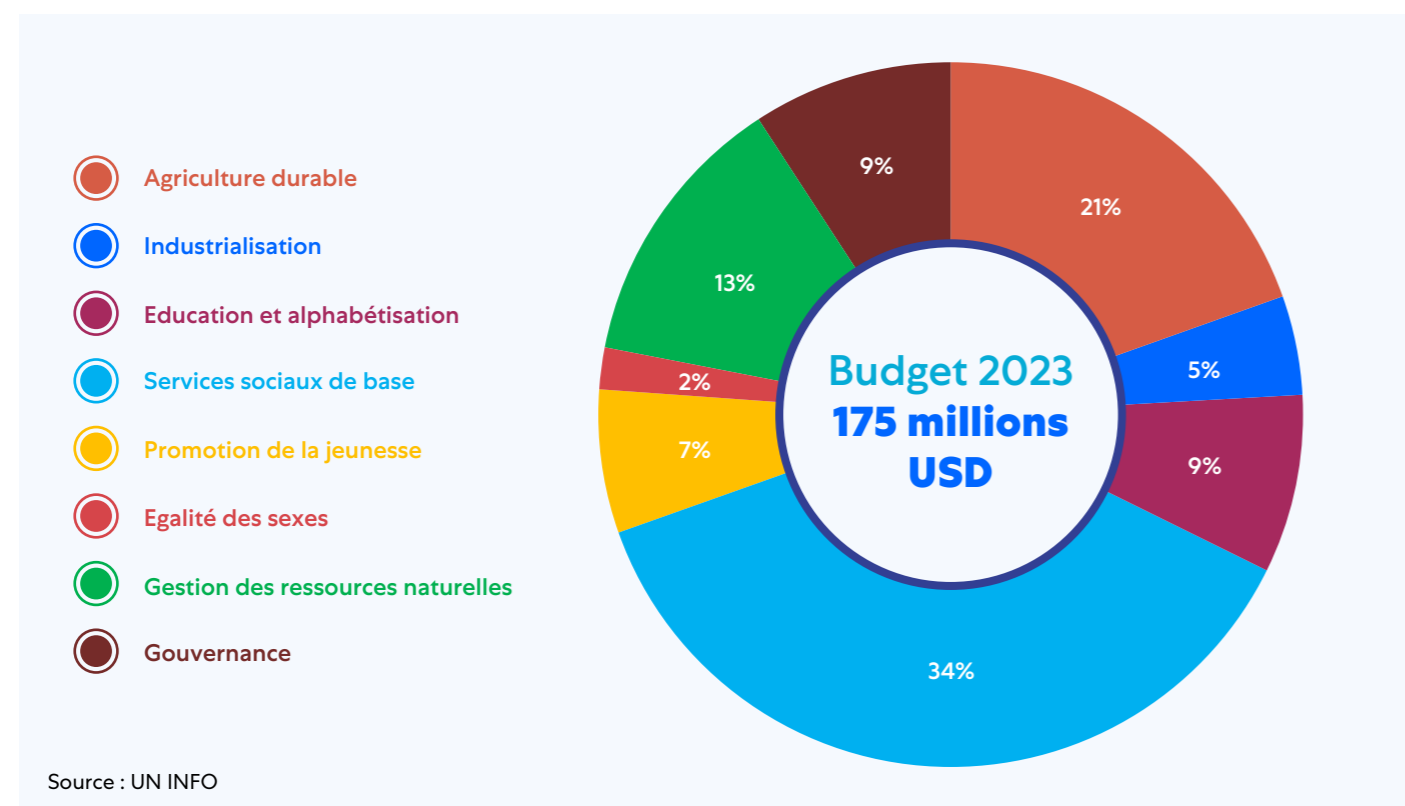
Les conclusions de la revue à mi-parcours nourriront le processus de planification 2024-2024 et le prochain cycle de programmation, tout comme les conclusions de l'évaluation finale du cadre de coopération 2021-2025 prévu pour le deuxième trimestre 2024.



1.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources



APERÇU FINANCIER



En 2023, le coût estimé de la mise en œuvre du CCDD s'élevait à **175 millions USD**. Sur ce montant, **149 millions USD** ont été mobilisés pour financer les plans de travail conjoints, parmi lesquels **101 millions USD** ont été effectivement dépensés, représentant un taux d'exécution de **68%**.

Tableau récapitulatif des ressources par groupe de résultat en 2023

Domaines d'intervention	Ressources planifiées	Ressources disponibles	Montants décaissés	Taux d'exécution
Agriculture durable	36 113 148	31 796 387	14 588 284	46%
Industrialisation	8 494 000	8 580 268	6 548 268	76%
Education et alphabétisation	15 095 829	14 522 093	13 677 009	94%
Services sociaux de base	60 281 508	57 763 736	43 886 819	76%
Promotion de la jeunesse	12 371 583	10 708 638	5 323 139	50%
Egalité des sexes	3 449 694	3 447 694	3 101 791	90%
Gestion des ressources naturelles	23 255 620	6 051 377	3 698 249	61%
Gouvernance	16 152 252	16 458 211	11 021 810	67%
TOTAL	175 213 634	149 328 404	101 845 369	68%

Source : UN INFO
*Montants décaissés/ressources mobilisées

Mobilisation des ressources

En 2023, la stratégie de partenariats et de mobilisation des ressources à travers les **3 niveaux de mobilisation** (mobilisation par agences, mobilisation conjointe via les groupes de résultats et le recours aux fonds verticaux placés sous l'autorité du Coordonnateur résident) a permis d'assurer **85% des ressources nécessaires**. Cette stratégie a permis de diversifier les ressources tout en renforçant les collaborations existantes et de tisser de nouveaux partenariats.

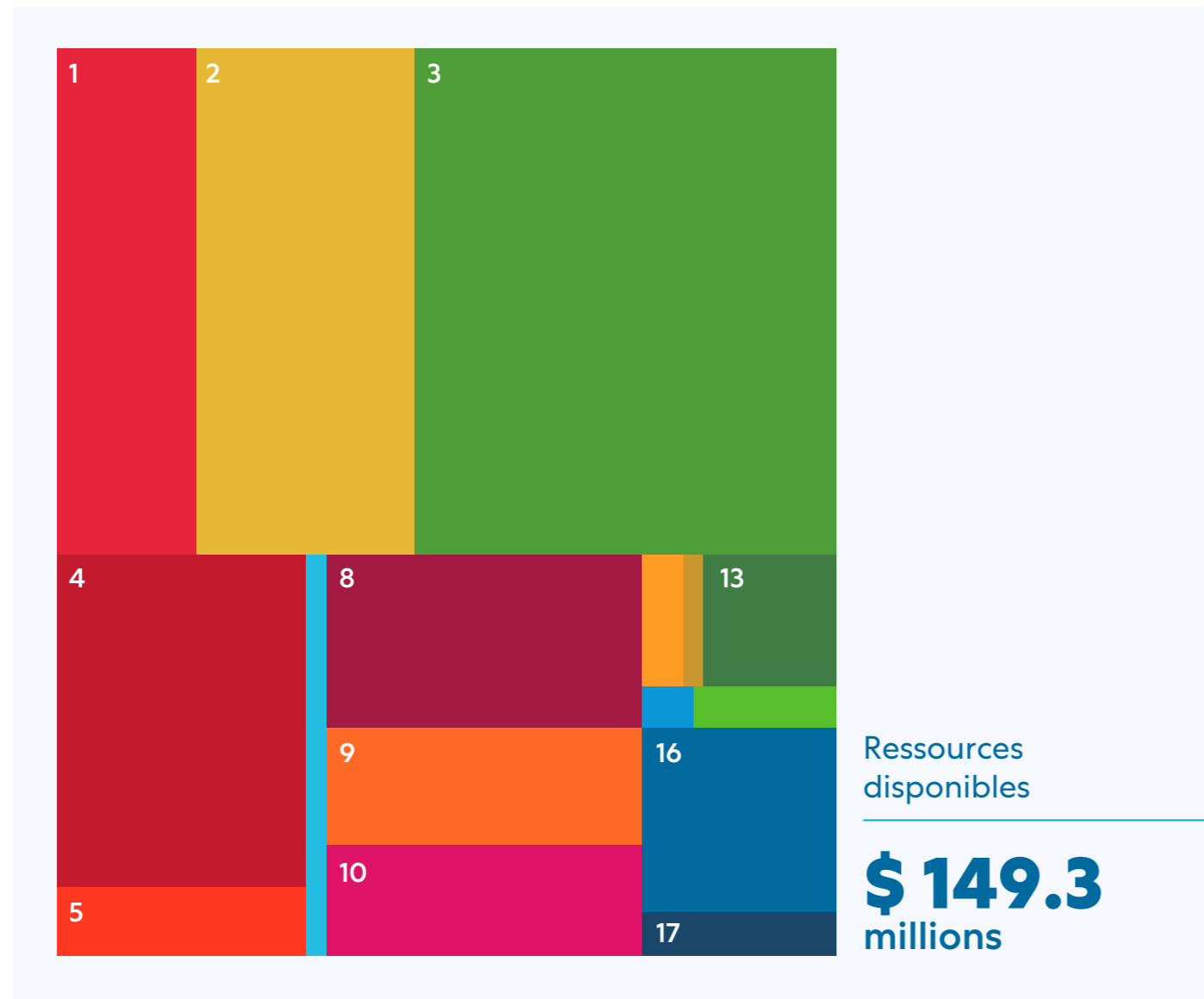
Les ressources mobilisées auprès du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) au titre de l'année 2023 s'élèvent à **10 millions USD**. Un nouveau projet visant à renforcer la résilience des communautés frontalières du Bounkani et à prévenir les conflits a été approuvé pour un montant de **2,5 millions USD** pour un démarrage en 2024. Un fonds fiduciaire multipartenaires (MPTF) pour le Nord-Est a été mis en place afin de renforcer la mobilisation des ressources pour poursuivre la mise en œuvre du Cadre programmatique pour la résilience au Nord-Est.



En matière d'éducation, l'UNESCO a été désigné comme agent partenaire pour le fonds alloué par le Global Partnership for Education (GPE)¹⁶, avec environ **45 millions USD** pour les quatre prochaines années (2024-2028). Cette fenêtre de financement du programme conjoint éducation a été mobilisée par une action coordonnée avec la Banque mondiale et l'UNICEF pour soutenir la réponse aux défis relevés par les États généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (EGENA) tenus en 2021, ainsi qu'à mettre en œuvre les recommandations du Sommet sur la Transformation de l'Éducation (TES) organisé en 2022.

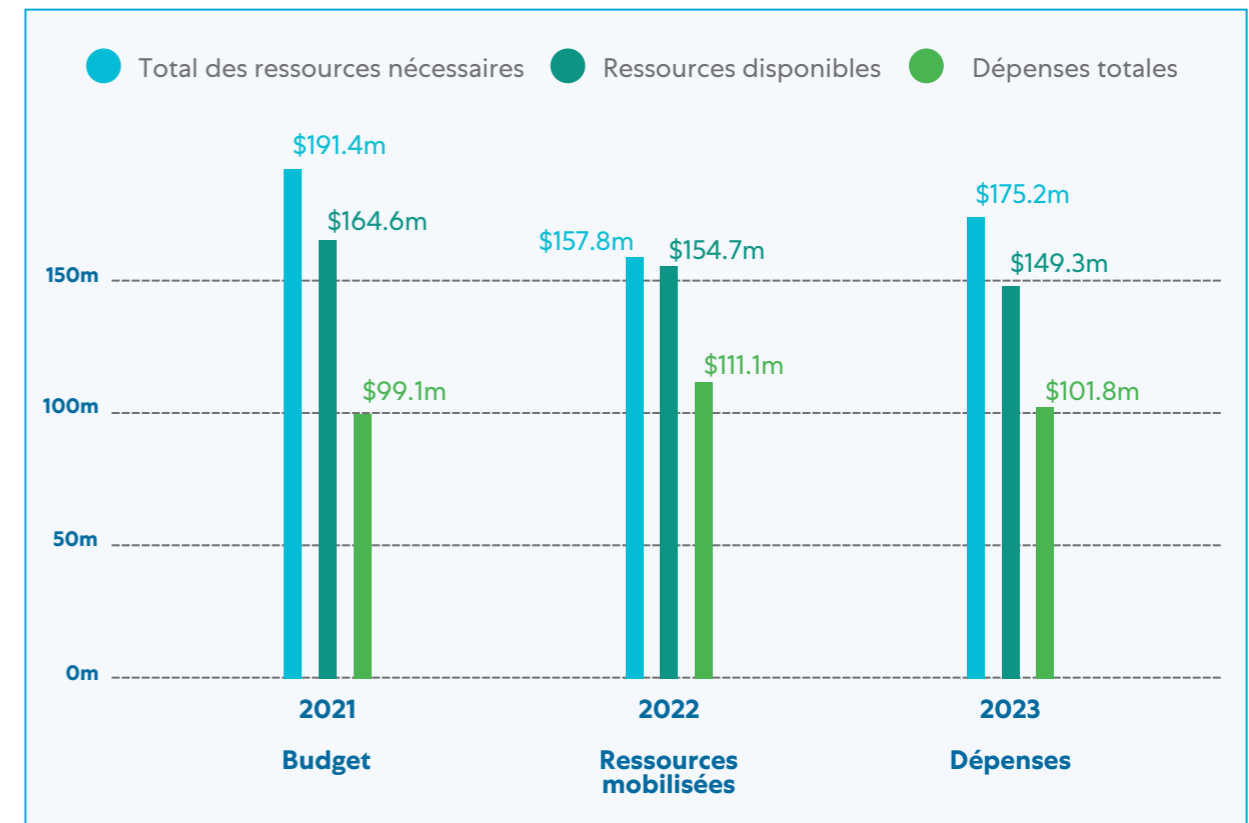
¹⁶ Une approche concertée a permis la sélection de l'UNESCO comme agent partenaire pour la transformation du système et la sélection de la Banque mondiale comme agent partenaire pour les fonds à effet multiplicateur et l'accélération de l'éducation des filles avec un financement de 62,24 millions de dollars. L'UNICEF est partenaire de mise en œuvre pour les deux agents partenaires

MOBILISATION ET EXÉCUTION PAR ODD



A mi-parcours de la mise en œuvre du CCDD, les ressources mobilisées de 2021 à 2023 s'élèvent à **\$ USD 467,5 millions**, ce qui représente **72 % des ressources requises**. Ceci témoigne d'une tendance positive vers la réalisation progressive des objectifs de financement du CCDD, initialement évalués à **\$ USD 650 millions**.

EVOLUTION DES RESSOURCES DE 2021 À 2023



Source : UN INFO

<p>1. Pas de pauvreté 10,6% du total</p>	<p>4. Education de qualité 12,5% du total</p>	<p>7. Energie propre et d'un coup abordable 0% du total</p>	<p>10. Inégalités réduites 5,3% du total</p>	<p>13. Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique 2,7% du total</p>	<p>16. Paix, justice et institutions efficaces 4,9% du total</p>
<p>2. Faim zéro 16,3% du total</p>	<p>5. Egalité entre les sexes 2,6% du total</p>	<p>8. Travail décent et croissance économique 8,2% du total</p>	<p>11. Villes et communautés durables 0,8% du total</p>	<p>14. Vie aquatique 0,3% du total</p>	<p>17. Partenariats pour la réalisation des objectifs 1,3% du total</p>
<p>3. Bonne santé et bien-être 26,6% du total</p>	<p>6. Eau propre et assainissement 1,1% du total</p>	<p>9. Industrie, Innovation et Infrastructure 5,5% du total</p>	<p>12. Consommation et production responsable 0,5% du total</p>	<p>15. Vie terrestre 0,9% du total</p>	

Source : UN INFO



**Priorités de
l'Equipe-Pays
des Nations Unies
pour 2024**

2024 NOS PRIORITÉS POUR L'ANNÉE



Mettre en œuvre la feuille de route du prochain Cadre de Coopération pour le Développement Durable 2026-2030



Appuyer l'Examen Périodique Universel (UPR) de la Côte d'Ivoire



Soutenir l'opérationnalisation des Comités de Districts chargés du suivi local du PND 2021-2025



Intégrer les six transitions clés dans les stratégies nationales d'accélération des ODD



Renforcer l'implication du secteur privé et de la société civile dans le développement durable



Sensibiliser les acteurs pour l'intégration des ODD dans les plans locaux de développement



Renforcer les approches basées sur les droits de l'Homme et l'égalité de sexe dans la planification, le suivi-évaluation et le rapportage



Favoriser le passage à l'échelle des projets et mobiliser davantage de ressources



Amplifier la communication du SNUD à travers plus de partenariats



Documenter les succès et partager les bonnes pratiques



Renforcer les méthodes de ciblage des personnes laissées pour compte ou à risque de l'être

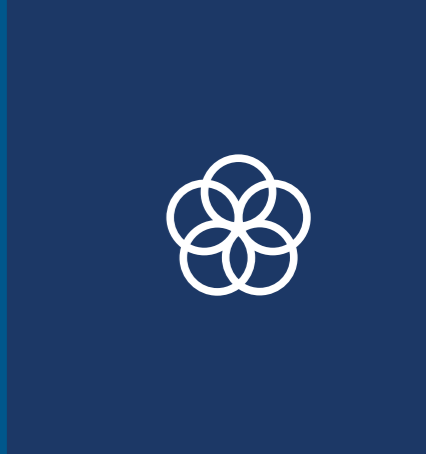
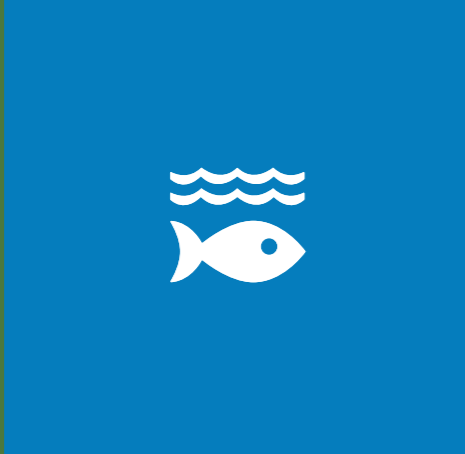
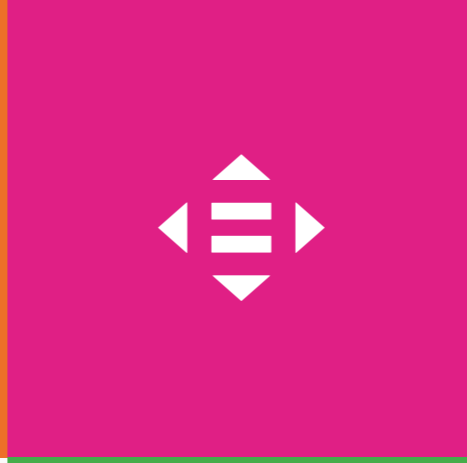
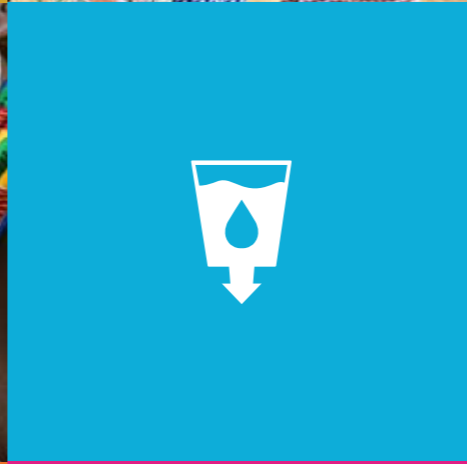
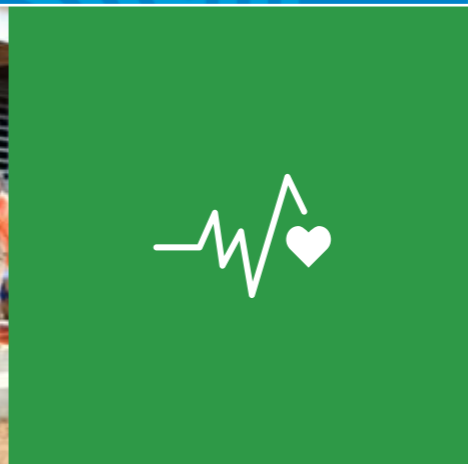
Pour 2024, priorité sera accordée à la mise en œuvre de la feuille de route élaborée pour la formulation du nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD), ainsi qu'à l'appui à l'Examen Périodique Universel (UPR) de la Côte d'Ivoire qui présentera son prochain rapport au 4ème cycle de l'UPR en novembre 2024 à Genève. D'autres priorités découlent des recommandations de la revue à mi-parcours du CCDD. L'une des priorités sera de soutenir activement l'opérationnalisation des Comités de Districts chargés du suivi du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 au niveau local. Parallèlement, des efforts seront déployés pour sensibiliser et renforcer les capacités des Directeurs Régionaux du Développement afin qu'ils puissent intégrer pleinement les ODD dans les plans locaux de développement.

Sur le plan du plaidoyer, des actions seront entreprises pour encourager le Gouvernement à intégrer les six transitions clés et les quatre actions motrices pour l'accélération des ODD dans les documents de planification nationale, ainsi que pour accélérer la décentralisation et la déconcentration.

Dans le cadre du dispositif intégré de planification, suivi-évaluation et de rapportage, un accent sera mis sur le renforcement des approches basées sur les Droits de l'Homme et l'égalité homme-femme, ainsi que sur l'amélioration de l'analyse des données et de leur impact sur les personnes laissées pour compte ou à risque de l'être. Des efforts seront également déployés pour renforcer les méthodes de ciblage de ces personnes, en s'inspirant des bonnes pratiques et en veillant à leur implication effective.

En termes de partenariat, les priorités du SNUD pour 2024 viseront à renforcer l'implication du secteur privé, des institutions financières internationales et de la société civile dans le développement durable. Des initiatives seront lancées pour favoriser le passage à l'échelle des projets et mobiliser davantage de ressources.

En ce qui concerne la communication, des efforts seront déployés pour sensibiliser davantage les équipes à son importance et à l'utilisation des outils de reporting. Le partenariat avec le Centre d'Information et de Communication Gouvernemental (CICG) sera également exploité pour amplifier la communication du système et atteindre un plus large public. Enfin, des initiatives seront lancées pour documenter les succès et partager les bonnes pratiques.





NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



**Abidjan, Plateau, Av. Marchand,
Rue Gourgas**

 cotedivoire.un.org/fr

 [@ONUCotedIvoire](https://www.facebook.com/ONUCotedIvoire)

 [@ONU_CIV](https://twitter.com/ONU_CIV)

 rccs-civ@un.org